

programme communiste

revue théorique trimestrielle

Abonnement annuel : 40 F - 400 FB - 6.000 Lires - 24 FS - 240 Esc.
£ 3.50 - \$ 7.00

le prolétaire

journal bi-mensuel

Le numéro : 2 F - 25 FB - 300 Lires - 1 FS
Abonnement annuel : 40 F - 500 FB - 6.000 Lires - 20 FS

communist program

revue trimestrielle

Le numéro : 6 F - 60 FB - 800 Lires - 4 FS - 50 P. - \$ 1.00
Abonnement annuel : 24 F - 240 FB - 3.000 Lires - 16 FS - £ 2.00 - \$ 4.00

il programma comunista

journal bi-mensuel

Le numéro : 1,50 F - 15 FB - 150 Lires - 1 FS
Abonnement annuel : 30 F - 300 FB - 3.500 Lires - 18 FS

el programa comunista

revue trimestrielle

Le numéro : 4 F - 40 FB - 600 Lires - 2,50 FS
Abonnement annuel : 16 F - 160 FB - 2.400 Lires - 10 FS

kommunistisches programm

revue trimestrielle

Le numéro : 6 F - 53 FB - 1.400 Lires - 3 FS - 3 DM
Abonnement annuel : 24 F - 212 FB - 5.600 Lires - 12 FS - 12 DM

le prolétaire
bimensuel
parti communiste International (programme communiste)

**Violence
terrorisme
et lutte de classe**

8

4F

SOMMAIRE

- Tartufferie du pacifisme	3
- Pour une véritable défense ouvrière contre la violence bourgeoise !	7
- La révolution "comme il faut" ? ("lutte ouvrière" et le terrorisme)	9
- L'Internationale des flics	16
- Solidarité avec D. Schultz !	17
- C'est le capitalisme qui crée les tensions, c'est de leur développement qu'il périra !	19
- En Allemagne, "union sacrée" contre le terrorisme	21
- Infâmie du pacifisme	24
- Aujourd'hui Baader, demain la classe ouvrière (tract)	26
- Aujourd'hui la révolte de Baader, demain celle de la classe ouvrière	28
- Aplatissement complet de l' "extrême-gauche" devant l'Internationale des flics	31
- A la mémoire d'Andreas Baader et de ses camarades	34
- "Force, violence et dictature dans la lutte de classe" ...	41

le prolétaire

trimestriel parti communiste international (programme communiste)

Abonnement annuel : 40 F
Pli fermé : 60 F

Supplément au n° 253 du "Prolétaire"
Imprimerie spéciale - Directeur : Gambini
Corresp. : 20, rue Jean Bouton, Paris 12e.

INTRODUCTION

Les derniers soubresauts héroïques du groupe Baader-Meinhof ont servi de prétexte à une véritable mobilisation générale de la bourgeoisie, une mobilisation peut-être moins matérielle et policière, qu'idéologique et politique. Les actions terroristes ne sont pourtant pas chose nouvelle, et celles-ci n'ont pas eu une portée exceptionnelle, propre à expliquer l'ampleur de la réaction de toutes les forces bourgeoises. Mais, justement, elles ne sont que le prétexte d'une entreprise qui vise moins un danger immédiat qu'un danger futur.

La bourgeoisie sait parfaitement que la période d'expansion et de relative stabilité de l'après-guerre a pris fin, qu'elle est entrée dans une période de crises économiques et politiques, où les luttes entre les Etats et entre les classes iront en s'accroissant. Elle sait parfaitement que le prolétariat sera poussé, bon gré, mal gré, à se dresser contre sa domination.

Face à ce danger, infiniment plus inquiétant que les entreprises de quelques poignées de terroristes, la bourgeoisie mobilise préventivement : un énorme matraquage idéologique tend à détourner les prolétaires de l'usage de la violence, à les soumettre à l'Etat bourgeois démocratiquement et majoritairement approuvé par le peuple, à les rendre solidaires de cet Etat. Pour mieux tenir les prolétaires, la bourgeoisie cherche à les désarmer politiquement.

Lorsque ses trompettes ont sonné le "rassemblement contre les terroristes", rares sont les organisations politiques qui ne se sont pas rangées sous sa bannière. Des grands partis pseudo-ouvriers jusqu'aux petits groupes "ultra-gauches", la plupart d'entre eux ont fait chorus avec elle, attaquant le terrorisme pratiquement dans les mêmes termes.

La présente brochure vise à combattre les effets catastrophiques de ce véritable "front unique anti-terroriste", du pacifisme et du démocratisme dans lesquels il veut enfermer les prolétaires. Elle vise à aider l'avant-garde ouvrière à tenir tête à ce front, à l'armer politiquement en lui rappelant les positions invariables du communisme face au problème de la violence et de la terreur, et leur application actuelle.

Elle regroupe un choix de textes classiques, et des articles d'analyse et de polémique parus dans notre presse au cours de ces dernières années. Au moment où tant de moutons déguisés en lions laissent poindre leur vraie nature, les militants d'avant-garde pourront y trouver des indications pour orienter leur activité.

Novembre 1977

TERRORISME ET « ACTIONS DÉMONSTRATIVES »

Tartufferie du pacifisme

Que la bourgeoisie profite de sa puissance sociale pour endormir les prolétaires avec le mensonge libéral selon lequel la démocratie excluerait la violence, c'est, somme toute, la loi de la guerre.

La bourgeoisie révolutionnaire pouvait sincèrement s'imaginer qu'en envoyant les aristocrates faire un tour chez la veuve, elle accomplissait un acte de « violence sacrée » qui trouvait sa justification dans la libération de la souveraineté et de la volonté populaires, et que, ce faisant, elle soulageait définitivement l'humanité du fléau de la violence.

Mais son rêve fut de courte durée, et elle s'aperçut bien vite que la violence qu'elle centralisait au moyen de l'appareil d'Etat, elle devait encore l'utiliser pour contenir les antagonismes de classes que cachait en réalité l'idée de « peuple », et elle n'hésita pas à utiliser la consultation démocratique pour mettre un simple paravent théorique à la violence prosaïquement capitaliste de plus en plus dirigée contre le prolétariat.

Il est en fin de compte tout à fait compréhensible que, à l'heure où ses jours sont comptés par l'histoire — qui fait hélas, terriblement traîner les choses en longueur —, à l'heure où elle accumule dans son appareil d'Etat démesurément accru et entièrement tendu dans un but

de conservation sociale, un potentiel de violence inouï, prêt à se déchaîner sur la moindre réaction qui ferait fi de l'illusion démocratique, la bourgeoisie aille en même temps jusqu'à nier en théorie le rôle de la violence dans l'histoire (surtout la violence extra-étatique), et à considérer l'utilisation révolutionnaire qu'elle en a fait comme un péché de jeunesse.

Ce qui est beaucoup plus grave pour la lutte de la classe exploitée, c'est que les chefs du mouvement ouvrier se fassent les véhicules de telles faibles réactionnaires. Au début de ce siècle, l'abandon de la nécessité de la violence pour l'émancipation prolétarienne et l'adoption de la thèse désormais célèbre du passage pacifique au socialisme, re-

sucée de la vieille chanson de Louis Blanc et de la démocratie petite bourgeoise, furent les bannières sous lesquelles s'accomplit la première dégénérescence opportuniste.

Mais l'existence d'un fort mouvement prolétarien et de courants de gauche authentiquement révolutionnaires permit au socialisme de se ressaisir pour donner, après la capitulation de la IIe Internationale, la révolution russe et la naissance de l'Internationale de Lénine pour qui « la nécessité d'inculquer systématiquement aux masses cette idée — et précisément celle-là — de la révolution violente est à la base de la doctrine de Marx et d'Engels » (*L'Etat et la Révolution*).

La contre-révolution stalinienne, hypocritement présentée par tout l'éventail politique actuel comme une conséquence de l'excès de violence, de terreur, et donc de centralisation, a fait de tels ravages que les partis officiels, après être passés par une phase d'exaltation de la violence non pas de classe mais patriotique, non seulement défendent aujourd'hui la thèse éculée et constamment démentie par l'histoire des voies pacifiques au socialisme, mais en sont arrivés dialectiquement à la sanctification de la violence étatique et à la condamnation de principe de toute riposte prolétarienne à la violence bourgeoise. Dans la vision servile de l'opportunisme, il se peut bien que l'Etat fasse un usage « injuste » de la violence contre les ouvriers, mais la conclusion qu'il en tire, c'est qu'il faut se préparer à contre-carrer l'influence malaisante des monopoles sur l'Etat (par des voies exclusivement parlementaires, s'entend). Et surtout, en attendant, que les prolétaires ne bougent pas le petit doigt car c'est ainsi qu'ils pourront éviter que la tendance à la répression ne s'accroisse, que l'Etat ne cède aux appels antiprolétariens et ne rende la tâche des titans parlementaires plus ardue encore !

C'est pourquoi toute violence de la part du prolétariat pour résister ne serait-ce qu'à la police, qui réprime pourtant le plus démocratiquement du monde les ouvriers, est présentée comme est une « provocation », nécessairement ourdie par la réaction.

Il n'est pas surprenant dans ces conditions que les attentats contre Bergeron et le journaliste Cabanes aient été taxés sans aucune discussion de « provocations anti-ouvrières » à caractère « fasciste », tandis que le ministre arrivait « par analyse politique » à la conclusion que la même « provocation » était de caractère « gauchiste ». Comme on le sait, « les extrêmes se touchent » !

Ce qui peut paraître surprenant, c'est que tous les partis qui se prétendent d'extrême-gauche, et qui se sont félicités en d'autres temps de l'« ascension » de Carrero Blanco (mais c'était à l'étranger !...) se sont faits sans hésiter une seconde les défenseurs de la thèse de la « provocation », en se fondant sur le fait que les conséquences des attentats « profitaient » au gouvernement et à la bourgeoisie.

Il est très possible en effet qu'il s'agisse d'une provocation policière ou d'extrême-droite et nous ne nous perdrons pas en conjectures sur l'origine de ces attentats. Plus importante nous semble être la discussion de l'argument utilisé par la gauche et l'extrême-gauche unanimes. En effet des marxistes sérieux ne peuvent se contenter de juger les faits sur leurs conséquences en ignorant complètement les causes qui les produisent. Seuls des philistins peuvent ignorer le fait que l'immense haine accumulée contre la bourgeoisie et ses laquais doit inévitablement susciter des actes de vengeance. Seuls de misérables pédants peuvent exclure que la violence dont est victime quotidiennement la classe ouvrière provoque des

réactions qui n'ont aucune raison d'attendre sagement d'être encadrées par de puissantes organisations de classe pour se manifester avec violence.

Quand on dit que toutes les réactions sociales contre la bourgeoisie — terrorisme compris — conduisent celle-ci à renforcer son Etat, c'est parfaitement vrai. Mais en conclure que le terrorisme est condamnable pour cette raison, c'est tomber dans le piège du pacifisme ; et si l'on est cohérent, on doit aussi condamner la révolution car c'est précisément dans l'espoir de la mater que la bourgeoisie renforce chaque jour son oppression sur la classe ouvrière.

Si maintenant on veut dire que la bourgeoisie prend prétexte des actes terroristes pour « isoler » les travailleurs en lutte des couches plus hésitantes, et combattre les révolutionnaires, nous avons deux choses à répondre.

La première est que les vrais responsables du fait que les conséquences des attentats éventuels et des actes de violence en général ne peuvent profiter à la bourgeoisie sont ceux qui appuient la propagande mensongère selon laquelle toute violence est nuisible au prolétariat ; ce sont ceux qui remplacent l'appel à la lutte de classe et à la solidarité active contre la bourgeoisie par les courbettes devant une « opinion publique » qui est toujours du côté du plus fort. Il s'en suit que la meilleure manière de limiter l'exploitation du terrorisme par la bourgeoisie, c'est de combattre de façon conséquente le pacifisme et l'opportunisme. C'est seulement alors que l'on peut faire une critique juste du terrorisme.

La seconde réponse est que la bourgeoisie n'attend pas les coups d'éclat violents pour persécuter les révolutionnaires et appeler « l'opinion publique » contre les ouvriers en lutte. L'histoire montre qu'au besoin, elle est très capable de monter elle-

même des provocations et de susciter des attentats. Mais en conclure que tous les attentats sont nécessairement des machinations, c'est se prosterner devant l'opportunisme.

Parler de la violence en général, puis désavouer sans oser le dire franchement la violence des exploités dès que survient le moindre événement violent, en se réfugiant dans la thèse archi-opportuniste selon laquelle les effets de la violence seraient nécessairement néfastes pour le prolétariat, ce qui donnerait à la violence individuelle un caractère bourgeois, telle est l'attitude de notre extrême-gauche. Cela évite d'engager la bataille contre l'opportunisme que l'on se contente de critiquer en général et ... de loin. C'est trop comode, messieurs !

Le fait est que ces partis et ces groupes, s'ils peuvent évidemment à certains moments canaliser des poussées combatives, ne sont pas les artisans d'une lutte radicale et claire contre la maladie opportuniste.

Quand le socialisme commença à sombrer dans le réformisme et le parlementarisme bourgeois, les révolutionnaires authentiques virent très justement dans l'« anarchisme à la bombe », comme dans la théorisation soviétique de l'action directe pour l'action directe, des réactions à cette politique de trahison. Tout en essayant d'intégrer les éléments sincèrement révolutionnaires influencés par ces courants à la lutte communiste et vigoureusement anti-opportunisme, le marxisme a toujours fait une critique absolument claire de l'anarchisme et de l'anarcho-sindicalisme en tant que conceptions erronées de la lutte pour le pouvoir et de l'utilisation de ce pouvoir. Il a opposé à l'apologie de l'acte individuel qui impulserait la lutte révolutionnaire, la

nécessité du parti pour centraliser la **lutte de classe**. Cette dernière ne peut être remplacée par des coups de main, aussi généreux soient-ils, mais elle doit être épaulée et renforcée **par tous les moyens** (des moyens qu'il serait faux de considérer sur des bases morales et idéalistes). Ceci dit, il est nécessaire de reconnaître qu'au cours des développements de cette lutte, **des actes isolés et individuels ne peuvent pas ne pas avoir lieu**.

Aujourd'hui que la catastrophe stalinienne a fait reculer le mouvement prolétarien, a dénaturé ses organisations au point de les vider de tout contenu de classe, et laisse le prolétariat démembré en proie à la violence et au terrorisme décuplés des classes dominantes, il est inévitable non seulement que des actes de révolte et de violence individuelles se multiplient mais encore que ce phénomène prenne une ampleur plus grande encore qu'hier.

L'apparition ces dernières années de mouvements comme celui auquel appartenait Puig Antich en Espagne, comme les Brigades Rouges en Italie ou la Fraction de l'Armée Rouge de Baader-Meinhof en Allemagne montre que, bien souvent, en l'absence d'une forte organisation révolutionnaire ayant une perspective et un programme de classe, des éléments conscients de la nécessité de la guerre ouverte avec la bourgeoisie n'ont

pas d'autre voie que celle de l'action d'éclat et du sacrifice.

Il est certain que la renaissance d'organisations prolétariennes véritables, dont il est malheureusement aujourd'hui impossible de prévoir les délais, d'organisations assurant au moins la défense réelle des conditions de vie et de lutte de la classe ouvrière, permettront d'intégrer les forces qui donnent naissance à de tels groupes, dans la mesure où ces derniers revendiquent certaines fonctions qui répondent à des exigences réelles de la lutte de classe, tout en dépassant leurs erreurs.

Si c'est une tâche de parti de faire comme hier une critique sans complaisance des diverses théories de l'« action démonstrative » dont l'histoire a montré qu'elles sont les pendents du spontanéisme gradualiste et réformiste et, au fond, le reflet d'une impuissance aussi grande que ce dernier, nous savons aussi — comme nous le disions pour saluer la lutte d'Holger Meins, mort dans les prisons de l'Allemagne social-démocrate —, que c'est de la veine de militants comme ceux-là, qui luttent réellement contre l'ordre bourgeois, que se renforcera le parti de classe de demain, tandis que de la veine des opportunistes, de droite comme de gauche, ne sortiront jamais que les gardiens et les sauveteurs de l'ordre bourgeois.

Pour une véritable défense ouvrière contre la violence bourgeoise !

Les luttes sociales récentes, parmi lesquelles la grève des ouvriers de Chausson est une des plus caractéristiques, sont riches d'enseignements pour les prolétaires.

Elles montrent bien la stratégie patronale qui peut d'un côté compter de plus en plus sur le « sens des responsabilités » de la CGT et de la CFDT (pour ne pas parler de FO ou du syndicat « maison » CFT), mais de l'autre n'a aucun scrupule à faire intervenir massivement les corps de répression de l'Etat ou des bandes de mercenaires spécialement préparés et organisés, lorsque le syndicalisme officiel ne parvient pas à maintenir l'agitation sociale dans les « limites raisonnables » de l'intérêt de l'entreprise et de l'économie nationale.

Comme le dit la très officielle Humanité du 12-6-75, dans la seule région parisienne, on ne recense pas moins de 84 « sociétés de gardiennage » qui emploient entre 15.000 et 20.000 personnes, sans compter une centaine de bureaux de détectives privés.

Il n'y a rien de plus précieux pour le patronat que cette possibilité de pouvoir utiliser non seulement les forces militaires pour terroriser et affronter les travailleurs, mais encore et surtout des organisations qui enseignent aux exploités une morale et une résignation toutes chrétiennes, et qui sont capables de canaliser vers le pacifisme et le défaitisme les réactions des opprimés à la domination bourgeoise : ce que le PCF par exemple oppose au terrorisme bourgeois, c'est... « la conscience professionnelle des ouvriers » (voir L'Humanité du 13/6) ! C'est là que réside le fin du fin de la civilisation et de l'expérience bourgeoises, dans cet art consommé de combiner le maintien du bâton, dont la simple vue suffit en temps « normal » à paralyser toute velléité de révolte chez les masses exploitées, et celui de la gamme des mesures mensongères avec lesquelles on tente de faire croire à ces mêmes masses qu'elles peuvent, en dehors de toute lutte sur le terrain de la force, améliorer graduellement leur sort, et à la limite, s'émanciper de l'exploitation capitaliste.

Tout l'arsenal d'expédients réformistes, dont l'Etat est le chef d'orchestre, est constitué par toutes les structures de la démocratie parlementaire et par toutes les chaînes dorées qui relient de mille manières les organisations syndicales à l'entreprise, aux partis bourgeois et « ouvriers » opportunistes, aux anti-chambres des ministères, aux diverses instances paritaires, aux conseils et comités à voix délibérative ou consultative, à l'administration de l'Etat. Et il ne faudrait pas oublier bien sûr le rôle joué par le matraquage quotidien de l'école, de la radio, de l'Eglise et de la presse pour ancrer chez les prolétaires ce principe sacrosaint du pacifisme.

Plus se développe le capitalisme, et avec lui les antagonismes potentiels, plus la bourgeoisie tente de multiplier ses lignes de défense à tous les niveaux de la vie économique, sociale et politique. Mais, au fond, c'est toujours la violence grandissante que tous les remèdes réformistes viennent tenter de masquer. C'est pourquoi, lorsque leur effet soporifique n'est plus suffisant pour

tenir en sommeil les exploités, cette violence jusqu'ici au repos se met en acte, venant brutalement rappeler — et souvent trop tard si l'on n'y est dûment préparé — que tout l'échafaudage social repose sur la force.

C'est une raison suffisante pour que les communistes, et avec eux tous ceux qui désirent lutter sincèrement contre le capitalisme, affirment le principe d'une véritable défense ouvrière contre les violences bourgeoises, même si sa mise en pratique est liée à la renaissance d'organisations de classe.

Voici comment le 11e congrès de l'Internationale Syndicale Rouge, en 1922, et donc dans une toute autre situation bien évidemment, abordait ce problème crucial :

« Le premier Congrès International des Syndicats révolutionnaires a eu raison, mille fois raison, lorsqu'envisageant le changement des conditions de la lutte sociale, il a dit dans la résolution que « l'organisation d'unités spéciales de grévistes, de détachements spéciaux de self-défense » est une question de vie ou de mort pour la classe ouvrière.

« Les détachements grévistes de combat que les organisations syndicales doivent créer pour se défendre contre toute espèce d'attaque des gardes blanches et de briseurs de grève ont une série de tâches pratiques et concrètes pendant les conflits sociaux. Porter des sentinelles, des piquets, comme cela se pratique dans nombre de pays pour faire de la propagande et de l'agitation parmi les briseurs de grève, ne suffit pas ; ces tâches doivent être complétées ; ces détachements grévistes ne doivent pas permettre l'arrivée des matières premières dans les entreprises pendant la grève ni des produits ouverts, ni l'exportation des produits déjà fabriqués. Les patrons cherchent à déclencher l'offensive contre les ouvriers lorsqu'ils ont une réserve déterminée de produits manufacturés et lorsqu'ils peuvent s'assurer de la fabrication de ces produits dans d'autres entreprises. Sous ce rapport, une unité complète existe dans le patronat. Les patrons estiment qu'il est de leur devoir de classe de s'entraider dans la lutte, et très souvent ils font échouer ainsi les grèves ouvrières. [...]

« Evidemment aucune loi ne prévoit l'organisation des détachements grévistes de combat, et il

n'est pas douteux que l'arrêt de la livraison des commandes rencontrera une résistance acharnée de tout l'appareil de l'Etat bourgeois. Mais si la classe ouvrière ne tient compte dans sa lutte que de ce qui est permis, elle ne sortira jamais de l'état de servage, car on n'a jamais accordé aux ouvriers que ce qu'ils ont conquis dans des batailles souvent rudes et sanglantes. C'est pourquoi il convient d'aborder ces nouvelles formes de lutte du point de vue réaliste. Naturellement, une telle méthode comporte de grandes difficultés, elle peut servir de prétexte à des provocations ; les gardes blanches et les briseurs de grèves peuvent, sur ce terrain, attirer les ouvriers dans un piège ; l'appareil de l'Etat bourgeois peut être dirigé contre les ouvriers qui osent porter atteinte aux intérêts sacrés de la propriété privée. Mais il n'existe aucun moyen de lutte qui ne risque d'être exploité par nos ennemis. Qui craint ce risque doit adopter le point de vue des réformistes et rester les bras croisés, et alors évidemment le danger sera moins grand. Même si l'on se place au point de vue des réformistes de ne recourir à aucune action illégale, si l'on reste exclusivement dans le cadre de la loi, la classe ouvrière n'est point davantage garantie contre les actions illégales du patronat et de l'Etat bourgeois.

« Il suffit d'examiner la situation dans l'Amérique « démocratique » pour se rendre compte que les réactionnaires ne sont pas de vains paroleurs, mais des hommes d'action ; ils ne s'arrêtent devant aucune mesure de violence, s'ils estiment que celle-ci leur est avan-

tageuse à quelque degré que ce soit. La lutte sociale de la dernière année, en Amérique, comporte des faits révoltants de violence à l'égard des ouvriers révolutionnaires. Les dirigeants des grèves sont assassinés en pleine rue. On les enduit de goudron pour être brûlés vifs. On les conduit nus dans les forêts à des centaines de kilomètres et on les y fouette, et tout cela par les organisations patronales avec l'appui des pouvoirs fédéraux. Les juristes bourgeois ne disent pas, évidemment, que ces exactions sont prévues par la loi, mais chaque fois que de pareilles affaires sont révélées, les coupables, on ne sait pourquoi, sont toujours les ouvriers et non les tortionnaires. C'est à croire que les ouvriers aiment à être enduits de goudron et brûlés

vifs. C'est ainsi que la justice bourgeoise réagit chaque fois qu'il lui advient d'examiner des questions où les intérêts des ouvriers s'opposent à ceux des patrons. Seuls l'avachissement des âmes réformistes et le ramollissement cérébral peuvent expliquer la théorie de la légalité à tout prix telle qu'elle est prêchée par les organes directeurs du mouvement syndical contemporain.

« Les ouvriers révolutionnaires doivent mépriser la peur érigée en principe et doivent suivre leur chemin en luttant contre la bourgeoisie par tous les moyens à leur disposition [...] ».

(Le programme de l'Internationale Syndicale Rouge)

N°169 25 mars au 7 avril 1974 . N°170 8 au 21 avril 1974

La révolution « comme il faut » ? (« lutte ouvrière » et le terrorisme)

C'est un point cardinal du marxisme que le prolétariat ne pourra jamais s'émanciper sans opposer l'organisation, la centralisation et l'exercice de la terreur révolutionnaire à l'organisation et à la centralisation de la violence bourgeoise, au cours d'un combat qui devra culminer dans l'insurrection, la dictature et la guerre révolutionnaires.

Mais il serait « pédantesque et ridicule », soulignait Lénine en 1916, de prétendre que la révolution prolétarienne puisse être conçue comme l'affrontement de deux armées qui, prenant position en des lieux donnés, se déclareraient pour ou contre le socialisme, pour ou contre l'impérialisme, et trancheraient leur différend par la révolution sociale, à l'image d'une guerre « toute programmée » et « comme il faut » :

« La révolution socialiste en Europe ne peut pas être autre chose que l'explosion de la lutte de masse des opprimés et mécontents de toute espèce. Des éléments de la petite bourgeoisie et des ouvriers arriérés y participeront inévitablement — sans cette participation, la lutte de masse n'est pas possible, aucune révolution n'est possible — et, tout aussi inévitable-

ment, ils apporteront au mouvement leurs préjugés, leurs fantaisies réactionnaires, leurs faiblesses et leurs erreurs. Mais, objectivement, ils s'attaqueront au capital, et l'avant-garde consciente de la révolution [c'est-à-dire le Parti], le prolétariat avancé, qui exprimera cette vérité objective d'une lutte de masse disparate, discordante, bigarrée, à première vue sans unité,

pourra l'unir et l'orienter, conquérir le pouvoir, s'emparer des banques, exproprier les trusts haïs de tous (bien que pour des raisons différentes !) et réaliser d'autres mesures dictatoriales dont l'ensemble aura pour résultat le renversement de la bourgeoisie et la victoire du socialisme, laquelle ne « s'épurera » pas d'emblée, tant s'en faut, des scories petites-bourgeoises » (*Œuvres*, Tome 22, p. 384).

Contre cette vision matérialiste d'un mouvement de masse multiforme, à première vue « disparate, discordant, sans unité », mais dont l'unification est précisément réalisée par le parti, la perspective d'une révolution « comme il faut » se rattache à la déviation opportuniste de la II^e Internationale qui n'admettait théoriquement que les « batailles ordonnées et disciplinées », lorsque les conditions de la victoire seraient données *a priori*. alors que ces conditions se créent au cours même de la lutte des classes.

Pour la droite social-démocrate ou le centrisme kautskien, ce préalable purement utopique correspondait à un refus de la lutte révolutionnaire qu'ils sabotaient ouvertement (en traitant de « lumpen » tout ce qui sortait de la légalité ou du cadre de leurs théorisations impuissantes) ; des variantes complexes de cette même déviation « puriste » se firent jour chez ceux qu'on peut appeler « communistes de droite » au sein de l'Internationale Communiste et qui eurent pour représentant un Paul Lévi (exclu en 1921 pour trahison) qui critique en Allemagne — au nom d'une espèce de lente et graduelle accumulation de forces pour la révolution « comme il faut » — la participation des communistes à la lutte désespérée contre la réaction blanche notamment en Bavière en 1919, à laquelle le prolétariat avait été acculé par la force contre-révolutionnaire de la social-démocratie et par l'aventurisme du centrisme indépendant, et aussi en mars 1921 devant le déchaînement de la violence bourgeoise.

* *

De même que le mouvement communiste ne peut pas construire au moyen de préalables moraux ou d'exigences utopiques un code de la révolution « comme il faut », il ne peut non plus lier le mouvement révolutionnaire à une forme de combat unique et déterminée, ni répudier par principe aucune forme de lutte. Il ne peut qu'admettre les méthodes les plus variées car la lutte des masses fait naître sans cesse de nouveaux procédés de défense et d'attaque, et il n'entend nullement se limiter aux formes possibles existantes à un moment donné, un changement de la conjoncture sociale entraînant inévitablement l'apparition de formes nouvelles. L'évolution dans les situations économiques et politiques porte différentes formes de combat au premier plan, modifiant par contrecoup les formes secondaires, et le parti doit justement centraliser politiquement — et par là même organisativement — les luttes qui surgissent spontanément au cours même du mouvement.

C'est surtout au moment où la lutte des classes met à l'ordre du jour l'insurrection que les aspects militaires passent au tout premier plan, les autres méthodes devenant secondaires et lui étant subordonnées. Mais il serait défaitiste de prétendre que la violence et les actions armées sont réservées « au grand soir » de l'insurrection. Lénine n'écrivait rien d'autre lorsque ayant affirmé sa certitude que « l'insurrection acquiert les formes les plus hautes et complexes d'une guerre civile prolongée », il ajoutait « qu'on ne peut se représenter une guerre de ce genre autrement que comme une suite de grandes batailles peu nombreuses, séparées par des intervalles de temps relativement longs, au cours desquels se produisent d'innombrables escarmouches ». Le parti, concluait-il, « doit s'assigner pour tâche de créer des organisations qui soient au plus haut degré capables de diriger les masses dans ces grandes batailles, de même que, si possible, dans ces escarmouches » (*Œuvres*, Tome 11, p. 225).

Ce serait certes une erreur monumentale — et le marxisme l'a toujours combattue — de croire qu'il suffirait au parti de se donner une organisation de type militaire pour réussir — au moyen d'initiatives armées ou du terrorisme « excitateur des masses », comme ce fut le cas des anarchistes « à la bombe » et des terroristes socialistes-révolutionnaires russes du début du siècle — à provoquer la naissance et l'éclosion du mouvement révolutionnaire et insurrectionnel, à l'image de ceux qui croient provoquer la pluie en s'habillant d'un imperméable. Mais ce serait une erreur non moins dangereuse (la révolution n'admet pas de demi-vérités) que de renvoyer par principe l'action armée — ou la participation du parti à celle-ci à l'exemple de Paul Lévi — à l'heure H du jour J de l'insurrection, ainsi que nous le disions dans *Parti et Action de Classe* (1921) :

« dans la réalité du processus révolutionnaire, des heurts sanglants entre le prolétariat et la bourgeoisie ne peuvent pas ne pas se produire avant la lutte finale. Et il ne faut pas seulement en-

« Lutte ouvrière » et le terrorisme

Dans sa revue théorique *Lutte de Classe* (n° 16), *Lutte Ouvrière* a publié un travail sur le terrorisme qui mérite la lecture la plus attentive, comme c'est toujours le cas quand des courants touchent des questions qui sont vitales pour la révolution ; c'est ainsi qu'on peut tracer les limites, montrer et préciser les différences et les nuances entre courants politiques, question d'autant plus importante que les problèmes théoriques d'aujourd'hui constituent les grands problèmes pratiques de demain.

En condamnant sans appel le terrorisme spontané, L.O. complète et développe une analyse commencée dans *Lutte de Classe* n° 5 (cf. *Le Proletaire*, n° 149 à 151) :

« Nous ne sommes pas, nous, contre la violence en général, peut-on lire. Bien au contraire nous sommes contre la « paix sociale »

tendre par là des tentatives prolétariennes non couronnées de succès, mais également d'inévitables affrontements partiels et momentanés entre groupes de prolétaires poussés à s'insurger et forces de défense bourgeoise, et même entre détachements de gardes blancs et des travailleurs qu'ils auraient attaqués et provoqués. Il n'est pas juste de dire que les partis communistes doivent désavouer de telles actions et réserver leurs forces pour un moment final donné, parce que toute lutte exige un entraînement et une période d'apprentissage. Et c'est dans ces conditions préliminaires que le parti doit acquérir et éprouver sa capacité d'encadrement révolutionnaire ».

Bien entendu, il serait absurde d'interpréter ce qui précède comme la revendication à tout moment de l'action militaire immédiate, sans examiner en détail les circonstances concrètes du mouvement, le degré de développement qu'il a atteint, les exigences de la lutte et les conditions de son renforcement ; mais ici nous abordons des questions de principe, et non des problèmes contingents.

grâce à laquelle, par la violence quotidienne, les exploités imposent leur ordre aux exploités. Nous sommes même pour la guerre civile et son aboutissement victorieux, la révolution sociale. Et notre condamnation du terrorisme individuel, c'est au nom des intérêts des travailleurs, au nom des intérêts de la révolution socialiste que nous la formulons ».

L'argument est d'un pacifisme béant : nous — affirme L.O. — nous sommes contre la paix sociale qui n'est que violence contre les exploités, et lorsque ces derniers réagissent spontanément par la violence contre la violence quotidienne qu'ils subissent, nous les condamnons au nom de la révolution socialiste...

A entendre L.O. — qui met dans le même sac le terrorisme « excitateur » des anarchistes « à la bom-

be », celui de l'individu « héroïque » qui prétend faire avancer l'histoire par sa propre volonté, avec le terrorisme spontané qui naît des vicissitudes de la lutte de la classe ouvrière — il faudrait condamner ce terrorisme spontané au nom d'une révolution propre et digne où seule aurait place « la violence collective et organisée », s'alignant ainsi — dans le meilleur des cas — sur un Paul Lévi.

Voici ce que *Il Comunista* — l'organe du Comité Central du P.C. d'Italie — écrivait précisément contre le pacifisme dans son éditorial du 31-7-21 :

« Le socialisme révolutionnaire reconnaît qu'à un certain moment de l'histoire, pour des raisons qu'il serait superflu de répéter, le heurt entre les deux classes prend les aspects d'une guerre civile. Il s'agit d'une guerre où l'on combat avec toutes les armes. Elle se manifeste tout d'abord épisodiquement, comme une série d'accrochages de patrouilles qui augmentent en nombre, et avec des engagements de plus en plus âpres et agressifs. Et il y a des gens qui veulent édicter des règles de chevalerie dans la guerre qui se livre. Combien de telles initiatives sont infantiles et éloignées de la réalité angoissante qui se vit sur le champ de bataille, cela est démontré non seulement par l'expérience de la guerre mais aussi par celle des révolutions passées et présentes.

Distinguer la violence collective et la violence individuelle dans la guerre, c'est ergoter sur la possibilité d'un combat dans lequel on pourrait proscrire la violence individuelle ; et — le plus souvent — cela signifie ne pas vouloir combattre. (...) Mais si on approuve la nécessité historique de la guerre civile, on doit accepter cette dernière avec les excès qui l'accompagnent, mais on doit en même temps en revendiquer la direction à travers une discipline politique et en prévoir l'issue ». Est-ce clair ?

Dans son éther politico-doctrinal, L.O. présente comme seule « permise » la violence — toujours collective ou organisée — qui serait

« le prolongement conscient de la volonté ouvrière », l'expression de « l'action consciente des masses » ; l'argument invoqué est au fond le même que ceux du centrisme ou d'un Paul Lévi qui faisait de « la volonté claire et sans équivoque de la grande majorité du prolétariat » la base et le préalable de la lutte de classe. Celui-ci tout comme L.O., peut aller jusqu'à reconnaître une terreur ou un terrorisme « comme il faut », assortis de conditions qu'ils découvrent dans les sphères de leur méthaphysique politique.

Cette théorie de la révolution entendue comme l'expression claire et sans équivoque de la volonté et de la conscience des larges masses est absolument étrangère au marxisme, à la lutte de classe et, *a fortiori*, à la révolution, comme Lénine le disait dans la première citation ci-dessus.

Il est certain que ce qu'on appelle couramment « l'état d'esprit des masses » est une des données dont le parti doit tenir compte pour l'examen des situations et pour le choix des moyens tactiques, et il serait dangereux de mal l'apprécier ; ce serait une erreur de principe de ne pas en tenir compte, dans le style de « la théorie de l'offensive », mais cela reviendrait à renier tout autant le marxisme et simultanément le rôle du parti, que de subordonner son action aux principes dignes des doctrines idéalistes démocratiques, mais étrangers au matérialisme et de la doctrine révolutionnaire, tels les « prolongements conscients de la volonté ouvrière ».

Parmi la batterie d'arguments étalés par L.O. pour condamner politiquement le terrorisme spontané, on trouve l'affirmation qu'il entraînerait la démoralisation et la désorganisation du mouvement ouvrier.

Certes, le parti communiste ne peut négliger une telle possibilité, mais « à qui la faute » ?

« Ce qui désorganise le mouvement, ce ne sont pas les actions de partisans, mais la faiblesse d'un parti incapable d'en assumer la direction, écrit Lénine à un mo-

ment de reflux (1906). [...] Si nous sommes incapables de comprendre les circonstances historiques qui engendrent cette forme de lutte, nous sommes également incapables d'en paralyser les mauvais côtés. Mais la lutte n'en continue pas moins [car] elle est provoquée par de puissants facteurs économiques et politiques. [...] Ce que nous venons de dire de la désorganisation se rapporte aussi à la démoralisation. Ce qui démoralise, ce n'est pas la guerre de partisans, mais le caractère inorganisé, désordonné, « sans parti » des actes de partisans ». (*Œuvres*, Tome 11, pp. 221-222).

Bien plus, toute forme de lutte qui naît spontanément du cours même du mouvement peut présenter des dangers de désorganisation et de démoralisation, et seule la plus haute centralisation du mouvement par le parti politique de classe peut réduire les risques, mais pas toujours les éviter.

**

En répétant que « le terrorisme se développe indépendamment d'une action consciente des travailleurs, et qu'il ne s'intègre pas à cette action » — objection qui, nous l'avons vu, se situe hors du terrain du matérialisme — *Lutte Ouvrière* présente contre le terrorisme, organisé cette fois, un argument pour le moins étrange, en affirmant que dans les aires arriérées les mouvements bourgeois extrémistes emploient le terrorisme et la guérilla comme moyen d'éloigner le prolétariat de la lutte de classe, ou pour l'entraîner à leur remorque.

Pour réfuter de telles analyses qui tendent à présenter la guérilla comme une méthode foncièrement anti-prolétarienne et spécifiquement bourgeoise, nous ne pourrions mieux faire que de citer le chef de l'Armée Rouge :

« L'opposition idéologique des détachements de partisans à une armée méthodiquement organisée et centralisée [on dirait que Trotsky écrit précisément à l'adresse de L.O.] (...) représente un produit

caricatural de la pensée politique ou du manque de réflexion de l'intelligentsia petite-bourgeoise. Les méthodes du combat partisan s'imposaient au prolétariat durant la première période, à cause de sa situation d'exploité dans l'Etat, comme s'imposait aussi à lui l'emploi d'imprimeries clandestines primitives et la pratique de réunions secrètes » (Trotsky, *Ecrits militaires*, p. 223).

Ailleurs, Trotsky dira : « En tant que type [militairement] prédominant, la « petite guerre » [ou guerre de guérilla] est l'arme du belligérant le plus faible contre le plus fort. Ce dernier essaie de massacrer et d'écraser le plus faible. A son tour celui-ci, conscient de sa faiblesse mais ne refusant pas le combat, dans la perspective certaine de quelque modification à l'avenir, s'efforce en attendant d'affaiblir et de désorganiser son puissant adversaire. La « grande guerre » — masses imposantes, unité de front, direction centralisée, etc. — cherche à vaincre l'ennemi. La « petite guerre » — petits détachements de manœuvre indépendants les uns des autres — cherche à affaiblir et à exténuier l'adversaire ». (*ibid.*, p. 517).

Par conséquent, le terrorisme entendu comme méthode de lutte du prolétariat — mais il ne faut pas oublier qu'il peut être utilisé par n'importe quelle classe sociale, révolutionnaire ou même contre-révolutionnaire —, organisé ou spontané, est historiquement inévitable à un moment ou à un autre de la lutte des classes, aussi bien dans les aires développées que dans les aires arriérées. Et ceci est vrai *a fortiori* pour la lutte de la paysannerie dans la révolution paysanne anti-féodale. Dans ce cas en effet, le terrorisme tient d'autant plus de place que la paysannerie est incapable de dépasser par elle-même le stade partisan pour constituer une armée centralisée, et qu'elle a besoin pour ce faire de la direction d'une classe urbaine — qu'il s'agisse de la bourgeoisie, l'intelligentsia, comme dans le cas des révolutions chinoise, cu-

baine, algérienne, indochinoise, ou du prolétariat, comme en Russie en 1917 et dans la guerre civile.

L'intégration de la terreur prolétarienne spontanée — et de la guérilla paysanne dans les aires arrières — à une lutte prolétarienne politiquement et organisativement centralisée, est une tâche qui revient au parti, et qu'il doit revendiquer historiquement, même si cette intégration n'est possible que dans une certaine mesure, variable avec les diverses formes de lutte.

* *

Lutte Ouvrière prétend se rattacher à la critique léniniste du terrorisme des socialistes révolutionnaires de Russie sans comprendre — et ce n'est pas l'effet du hasard — que la démolition politique des s-r entreprise par Lénine constitue pour L.O. elle-même une claque retentissante.

Dans la critique léniniste du terrorisme s-r, on trouve deux aspects parfaitement reliés dans la doctrine marxiste : la critique de principe et la critique tactique.

Au niveau des principes, les s-r niaient le rôle d'intimidation de la terreur — son rôle véritable en fait — pour revendiquer à la place une prétendue fonction excitatrice et d'éveil de la conscience politique révolutionnaire, en remplaçant ainsi par le terrorisme, la propagande et l'agitation politique. Le marxisme ne peut que démolir une telle doctrine, qui prétend rendre la classe prolétarienne capable d'affronter ses tâches révolutionnaires en dehors de l'action politique constante et générale du parti de classe. Il n'existe et il ne peut pas exister, répondra Lénine aux s-r, de *gradualisme* qui ferait de la préparation révolutionnaire le prolongement « normal » de certains types ou méthodes de lutte.

L.O., par contre, critique le terrorisme précisément sur la base de principe du *gradualisme* spontanéiste. Nous citons : « *Ce que les révolutionnaires socialistes reprochent donc au terrorisme individuel utilisé par des hommes qui*

veulent lutter pour l'émancipation des travailleurs, c'est le décalage entre le but poursuivi, la révolution socialiste, et les moyens utilisés, les attentats individuels qui n'élèvent [!] pas le niveau [!] de conscience des masses, qui par nature [?!], sont totalement indépendants de cette prise de conscience et qui peuvent même l'entraver [!] ».

D'après L.O. il existerait donc des moyens de lutte qui, *par nature*, permettraient d'élever le niveau de conscience des masses, tandis que d'autres, *par nature* également, n'auraient rien à voir avec cette « élévation » ou pourraient même l'entraver : mais ceci n'est rien d'autre que le *gradualisme* et le *spontanéisme* démolis par Lénine dans « *Que Faire ?* » !

Précisément, Lénine fait *simultanément* la critique de deux sortes de gradualismes : du terrorisme « excitateur » et de l'économisme, lequel soutenait que la lutte économique permettait *par nature* d'élever graduellement la conscience des masses et posait *par nature* les problèmes politiques de la révolution.

L.O., elle, attaque le terrorisme justement du point de vue d'un gradualisme proche de l'économisme, lorsqu'elle oppose *par nature* la lutte gréviste, ainsi que la lutte organisée qui exprimerait en elle-même le niveau de conscience des masses, à la lutte armée ou terroriste qui lui serait étrangère.

Par ailleurs, sur le plan de la tactique, la critique léniniste du terrorisme s-r n'a rien à voir avec de telles élucubrations à base démocratique : c'est la critique d'un *courant politique* qui organise et développe le terrorisme en le détournant de sa véritable fonction dans la lutte des classes pour en faire une « gymnastique excitatrice », un point c'est tout.

Publiquement, ou dans son for intérieur, L.O. ne manquera pas de protester : « peut-être — dira-t-elle — dans notre élan critique des courants terroristes para-bourgeois nous sommes-nous laissés entraî-

ner trop loin, tombant ainsi ouvertement sur des positions pacifistes ; mais n'avons-nous pas soutenu que la terreur, la violence, la guerre civile même, étaient acceptables sous certaines conditions ? ».

La terreur ? Nous serons pour, répondra L.O. dans ses déclarations générales de principe, lorsque « la violence, l'action militaire (...) constituent le prolongement conscient de la volonté ouvrière ».

Les éléments sincères qui veulent consacrer leurs forces à la préparation de la révolution et à la révolution elle-même, ne peuvent pas ne pas se poser la grande question de savoir si de tels principes — ou d'autres du même acabit découlant directement du grand Absolu, du principe démocratique — ne constituent pas une entrave à la lutte pour la réalisation des buts révolutionnaires. A titre d'exemple : l'acceptation théorique de la violence, par un courant, « lorsqu'elle est de masse » — appe-

léc peut-être pour les besoins de la cause « prolongement conscient de sa volonté » — n'est-elle pas un gage certain de sa nature révolutionnaire ?

De telles questions relèvent de la *métaphysique*, car le parti révolutionnaire, cette avant-garde consciente de la révolution, doit se préparer lui-même ainsi que les franges du prolétariat qu'il influence aux tâches de la révolution, en luttant pour créer les conditions politiques et organisatives de sa victoire. Par contre, un parti qui attend du mouvement « spontané », même violent, ses directives d'action, le sens de sa lutte et les tâches qu'il doit s'assigner, n'est que la *queue* du mouvement « spontané », sans volonté propre, toujours prêt à osciller suivant l'humeur du moment. Ce *suivisme* qui constitue sa deuxième nature fait de lui, en définitive, une de ces variantes de l'opportunisme multiforme pour qui le *contingent* est le principe souverain de l'action révolutionnaire.

L'Internationale des flics

Sous l'égide de la CIA américaine, la coordination des forces de répression contre « le terrorisme et la subversion » est en place en Amérique Latine depuis fort longtemps. C'est ainsi que le « cône Sud » (Argentine - Brésil - Chili - Uruguay - Bolivie - Paraguay), sans parler des autres pays du continents est devenu une véritable souricière pour tous les « opposants dangereux », qui sont traqués, emprisonnés, torturés et exécutés par une véritable Internationale des polices et des services de sécurité militaire.

Cette internationalisation ne traduit pas seulement l'influence déclinante des Etats-Unis. La suprématie yankee n'a fait qu'accélérer et rendre plus aisée cette coordination. Mais la raison en est plus profonde, car elle répond aux besoins de la défense de l'Ordre face à des contradictions et à des antagonismes sociaux qui dépassent largement les frontières des Etats constitués.

En Europe, il n'a jamais été facile de conclure des accords de coopération entre Etats. Mais dès que l'Ordre et la Loi sont en jeu, la Sainte-Alliance est assurée contre tous ceux qui menacent la paix sociale, surtout lors des secousses économiques, souvent grosses de bouleversements sociaux et politiques, alors même que la violence permanente du capitalisme engendre des guerres à répétition, des morts en série, des chômeurs et des affamés toujours plus nombreux.

Le 10 novembre, une convention européenne sur la « répression du terrorisme » a été adoptée à l'unanimité par les délégués des ministres des Affaires étrangères de la CEE, couronnant l'évolution de ce que **Le Monde**, ce dernier défenseur du libéralisme de grand-papa (tout du moins tant que les intérêts sacrés de la Patrie ne sont pas en jeu) appelle « un fascisme à visage humain », c'est-à-dire **démocratique**, et de « la nouvelle législation répressive mise en vigueur depuis quelques années par l'ensemble des pays occidentaux » (**Le Monde** du 12-11). Cette convention aboutirait à « établir une sorte de fédéralisme de la répression de la délinquance, spécialement politique ». Dorénavant seront considérées comme des infractions de **droit commun** la piraterie aérienne, les prises d'otages, les enlèvements, les séquestrations, l'utilisation de bombes, grenades, jusqu'au simple usage d'armes à feu, ainsi que toute infraction contre des agents diplomatiques, tout acte grave de violence contre la vie, l'intégrité corporelle ou la liberté des personnes et même tout acte grave contre les biens,

fussent-ils tous motivés par des raisons politiques. Toutes ces dispositions s'étendent à la tentative et à la complicité. Toujours d'après ce journal, « il n'y a donc plus, avec ce texte, d'infractions politiques, et l'on pourra faire jouer très largement la procédure d'extradition ». Le texte prévoit par ailleurs l'entraide judiciaire la plus large possible. « Il s'agit en définitive d'organiser une véritable « internationale » de la répression », conclut **Le Monde**, pour qui tous les principes du libéralisme, du droit international classique, des juridictions traditionnellement compétentes viennent d'être bouleversés.

Pauvre temple des libertés et des droits ! C'en est fini du refus d'extradition et du droit d'asile politique. C'en est fini du libéralisme, même en haillons ! Vive donc l'internationale des flics qui surveillent la paix sociale dans une société tellement respectueuse « de l'intégrité physique et des libertés des personnes » que, dans les dernières cinquante années, elle a fait plus de cinquante millions de morts lors des guerres de brigandage

« légitimes », sans compter les victimes de la guerre quotidienne pour extraire la sueur et le sang des travailleurs ! L'internationale des flics européens existait bien déjà, mais elle n'avait pas encore reçu la sanction solennelle des Etats et des codes de bonne conduite internationale. La **démocratie fascisante** n'avait pas encore **entièrement** dit son nom.

Sur la même lancée vient d'être approuvée en France une loi qui « autorise » les fouilles policières de voitures, pratiquées depuis longtemps, et **couramment**, dans la lutte contre la « subversion ». Rien n'est plus lent à suivre la vie que le Droit. La démocratie française est déjà prête à mener son combat antiproletarien au nom de la légalité, mais de temps en temps elle doit actualiser son arsenal juridique. Il ne s'agit pas d'un choix qui découlerait des orientations politiques du « pouvoir » en place, comme l'ont prétendu les signataires du Programme Commun lors du

débat parlementaire. C'est ainsi qu'en Italie, vient de se tenir un « sommet antiguerrilla », réunissant la Démocratie Chrétienne (au pouvoir), le PC italien, les socialistes et les républicains (dans l'« opposition »), qui sont finalement tombés d'accord sur les mesures nécessaires pour freiner la violence politique dans le pays. Ces accords autorisent les forces de l'ordre à utiliser **davantage** (!) leurs armes (ce qui, remarque avec une fausse naïveté **Le Figaro** du 20-12, va à l'encontre du projet « communiste » (sic) de « démilitarisation » de la police) et prévoient une sévérité accrue de la part des tribunaux (ah ! cette justice indépendante...).

Les défenseurs de l'Ordre n'ont pas de patrie, et ils se serrent les coudes au-delà des océans et des couleurs politiques. Jugeraton encore comme un paradoxe ce que nous affirmions dès 1945 : « le fascisme a perdu la guerre, mais il a gagné la paix » ?

Solidarité avec D. Schultz !

Depuis la fin du mois de novembre, se déroule à Strasbourg une lutte de solidarité avec Detlev Schultz, accusé d'activité terroriste et considéré comme l'ennemi n° 1 en Allemagne. Alors qu'il a été arrêté en France en mai 1976 pour un de ces vols mineurs auxquels des individus isolés sont poussés pour survivre, l'Etat français le retient dans la prison de Colmar, après qu'il ait « purgé sa peine », en attendant de statuer sur une demande d'extradition formulée par l'Allemagne.

Il s'est formé un comité contre l'extradition de D. Schultz. Nos camarades y sont intervenus pour défendre le besoin d'une organisation ouverte contre l'idée de cartels et d'une défense qui, renonçant à l'appel à la démocratie, se mette sur un terrain de classe, et pour proposer des méthodes conformes à cette orientation. Ils ont dû intervenir également pour contrer les tentatives de porter la lutte dans le marais du chauvinisme anti-allemand. Et on doit dire que, jusqu'à présent, les meetings et les manifestations du comité, notamment celle du 27 janvier qui a rassemblé quelques centaines de personnes sous des banderoles appelant à la « solidarité internationale des travailleurs » ont pu éviter les écueils habituels.

Notre section a soutenu cette action par une propagande propre en direction de la

classe ouvrière et en épaulant l'activité de nos militants au sein du comité. Voici un tract diffusé par notre section :

Proletaires, Camarades,

Detlev Schultz, un jeune militant politique allemand, attend en prison qu'une décision d'extradition soit prise par l'Etat français à la suite de la demande formulée par la R.F.A. à son égard. L'Etat capitaliste de l'Allemagne de l'Ouest l'accuse en effet d'avoir participé à plusieurs actions de « banditisme et de terrorisme », ce que Schultz nie catégoriquement.

En réalité la bourgeoisie allemande accuse Schultz d'avoir essayé de lutter contre l'infâme « paix sociale » qui sert de paravent à l'exploitation forcée du prolétariat d'outre-Rhin. En effet pour faire face à la crise économique mondiale et pour maintenir sa domination, l'Etat capitaliste de R.F.A. cherche à briser impitoyablement toute tentative de remise en cause de l'ordre établi. Pour cela la très démocratique Allemagne de l'Ouest est obligée de se **blinder** en renforçant tout son arsenal répressif et la législation de plus en plus ouvertement terroriste. Sous prétexte de lutter contre « la violence sous toutes ses formes » et pour défendre sa Constitution, la bourgeoisie développe la violence de son propre Etat

démocratique en emprisonnant les militants politiques qui ont osé se dresser contre elle dans des conditions inhumaines (comme c'est le cas pour Baader et ses camarades de la Fraction Armée Rouge) quand elle ne les assassine ou « suicide » pas purement et simplement (Meinz, Meinhof...). Par là elle mène une véritable contre-révolution préventive (quitte à égratigner sa propre légalité montrant ainsi que celle-ci n'est qu'un **chiffon de papier** destiné à masquer et à justifier l'exploitation capitaliste quotidienne), afin d'empêcher toute reprise de la lutte de classe et à plus long terme toute explosion révolutionnaire prolétarienne.

Prolétaires, Camarades,

Cette terrible machine répressive bourgeoise est si perfectionnée qu'elle sert de modèle pour les autres Etats capitalistes européens. Bien plus, c'est à l'initiative de la R.F.A. que les différents gouvernements bourgeois passent des accords internationaux afin de coordonner la répression anti-ouvrière à l'échelle européenne. Car si les bourgeoisies nationales se livrent une intense guerre commerciale, pour surmonter les effets de la crise, elles n'hésitent pas à s'unir pour préserver la Sainte Alliance Capitaliste contre toute menace de révolution communiste (cf. la Convention Européenne contre le terrorisme). C'est ainsi que se dresse une véritable **Internationale des flics** du Capital pour faire barrage au développement des luttes ouvrières qui tendent à dépasser les frontières nationales. Cela s'illustre en France par les différentes mesures de répression et d'expulsion qui frappent les travailleurs immigrés et les militants étrangers (expulsion de militants africains, maghrébins, iraniens, basques, espagnols, palestiniens, interdiction de l'O.C.A., etc.).

Prolétaires, Camarades,

Le cas de Detlev Schultz pose l'exigence

d'une véritable et **inconditionnelle** solidarité prolétarienne internationale dont l'enjeu est triple.

Il s'agit d'abord de lutter pour empêcher que Schultz ne soit brisé et anéanti dans les prisons spéciales allemandes en **obtenant** que lui soit reconnu le statut de **réfugié politique**.

Il s'agit également de dénoncer activement l'étroite collaboration entre l'odieuse démocratie libérale et « socialiste » ouest-allemande et l'Etat capitaliste français (qui a derrière lui une tradition répressive tout aussi écœurante).

Il importe enfin, au moment où la bourgeoisie européenne se prépare ouvertement et à l'échelle internationale, à des affrontements de plus en plus violents en **blindant** son appareil démocratique, d'y **préparer réellement le prolétariat**.

Pour cela il faut débarrasser la classe ouvrière de toutes les illusions paralysantes véhiculées par les partis opportunistes mais aussi par les groupes d'extrême gauche qui se placent sur le terrain de l'antifascisme démocratique. Cela ne peut se faire qu'en dénonçant la nature de classe des Etats capitalistes et de la répression qu'ils mènent et en montrant que la défense des militants ne peut pas être confiée à une « Loi » prétendument « au-dessus des classes » (en réalité instrument de domination de la bourgeoisie) mais seulement à la **riposte solidaire internationale** qui se place sur le terrain de la lutte de classe révolutionnaire.

Défense inconditionnelle de Schultz !

Reconnaissance du statut de réfugié politique pour Schultz !

Non à l'extradition de Schultz !

A bas l'Internationale des flics du capital !

Pour la solidarité prolétarienne internationale !

C'est le capitalisme qui crée les tensions, c'est de leur développement qu'il périra !

Plus le capitalisme dure, et plus s'approfondit le fossé entre la classe bourgeoise et la classe ouvrière qui, bien qu'elle produise toutes les richesses ne reçoit qu'une part toujours plus faible de ces dernières ; plus se creuse également l'écart entre le petit groupe de pays riches qui concentrent toujours plus de ressources et de luxe et l'immense masse des pays pauvres, toujours plus endettés, toujours plus dépendants, toujours plus misérables, et ce d'autant plus qu'ils deviennent plus capitalistes et plus productifs.

Plus le capitalisme résiste à sa mort inéluctable et plus grandit la disproportion entre la formidable capacité de production d'une machine économique ultra-moderne et la capacité d'absorption d'une société bridée par les rapports antédiluviens du marché ; ce qui provoque périodiquement le conflit ouvert entre les forces productives trop grandes et les rapports de production trop étroits et trop vieux, conflit qui se manifeste dans des crises catastrophiques du capitalisme, qui balaient en un tournemain les petits avantages patiemment grignotés par la classe exploitée à l'heure de la « prospérité ».

Plus l'alternance de ces cycles barbares accélère ses rythmes démentiels, et plus brutalement des masses toujours plus grandes de paysans sont arrachés à leurs terres, plongés dans la misère, transformés en prolétaires, déportés dans des usines et des pays toujours plus éloignés ; plus la pression sur le salaire est forte, plus l'intensité du travail devient odieuse, plus le despotisme d'atelier et l'insécurité deviennent insupportables. Mais, en même temps, plus le capitalisme foule aux pieds les barrières existant entre les nationalités, les sexes, les races et les âges pour façonner une classe habituée aux privations, à la dure discipline des bagnes industriels, plus le mécanisme inexorable du capital concentre cette classe ex-

ploitée et durement opprimée, nécessairement poussée à lutter et à s'organiser ne serait-ce que pour limiter la pression fantastique qui s'exerce sur elle. Et plus se gonflent l'armée, la police et la bureaucratie destinées à combattre ces effets révolutionnaires, plus grandit aussi le potentiel de révolte de la classe des prolétaires, plus forte est sa concentration dans des usines et des villes immenses, plus considérables deviennent ses moyens de lutte et donc plus larges les bases de sa puissance et les conditions de son **émancipation**.

Plus le capitalisme poursuit sa course haletante, et plus menaçants deviennent les déséquilibres entre les capitaux et les entreprises, entre les branches industrielles et entre les pays ; plus la concurrence entre les grands trusts se transforme en course aux matières premières, aux débouchés pour les marchandises et les capitaux. Plus fortement cette spirale entraîne la société, et plus, dans le même temps, la concurrence commerciale, économique et financière se transforme en concurrence **militaire**, en course aux armements et aux zones d'influence, en chasse aux places stratégiques. Mais, parallèlement, plus lourd est le poids du militarisme impérialiste sur les épaules du prolétariat des grandes métropoles et sur les colonies, les semi-colonies et, en général, sur les Etats plus petits ; plus mûris-

sent les conflits de classe tandis qu'augmente le potentiel de révolte anti-impérialiste ; plus vite grandit aussi la disproportion entre la puissance militaire des Etats et leur puissance économique et financière, plus sûrement s'accumulent les conditions de la transformation de ces antagonismes en un **conflit militaire ouvert**.

Mais qu'importent ces puissants déterminismes matériels, qu'importent ces vérités prosaïquement terre à terre aux idéologues de la démocratie éternelle, immobilisés dans l'éther intemporel de l'harmonie sociale ! Du haut de leurs tribunes parlementaires ou syndicales, de leurs chaires d'église ou d'université, ils se consolent de l'irréalité du rêve de la concorde entre les classes avec lequel ils pensent quotidiennement les plaies du prolétariat par cette accusation dérisoire : « c'est le gouvernement qui crée les tensions » ! Non, pas plus en France qu'en Italie ou ailleurs, il n'existe de « **stratégie de tension** ». Ce qui est vrai, c'est que plus le capitalisme se survit à lui-même, et plus il développe toutes les tensions, plus il tend à les transformer en conflits ouverts.

Risible et infâme idéologie pacifiste infectant le prolétariat dont le symbole pourrait être l'homélie de ce prêtre ouvrier, délégué CGT, prêchée à Reims pour l'enterrement d'un ouvrier assassiné, où fut dénoncée la violence en général et vanté l'amour du prochain ! Sainte horreur de la violence entre les classes ! Mais Pierre Maître n'est-il pas un des innombrables morts d'une guerre qui ne pourra finir que par le renversement violent de la bourgeoisie et l'édification de la société communiste ?

C'est l'idée petite bourgeoise stupide qui germe dans les cerveaux d'une aristocratie et d'une bureaucratie ouvrières, gavées des miettes tombées de la table des festins impérialistes, miettes qui ont permis d'**amortir momentanément** les conflits de classes en paralysant l'ensemble du prolétariat ; c'est la peur sacrée à l'idée que ces petits privilèges puissent s'envoler qui pousse les larbins à reprocher au capitalisme d'être tout simplement le capitalisme et de créer la lutte de classe ! Cette peur viscérale de la lutte de classe devient une haine hystérique chez les bonzes syndicaux et les chefs opportunistes dont la fonction est précisément la

conciliation des intérêts de classe, la discussion, la négociation permanente. A quoi serviraient-ils en effet, ces gens-là, si la lutte se révélait — comme elle doit le faire — nécessaire aux larges masses prolétariennes ? La classe ouvrière se passerait alors de leurs services. Quant à la bourgeoisie, elle n'aurait plus besoin d'eux.

Mais quelle est donc la « grande idée » de ces chevaliers de l'amour du prochain pour combattre les « tensions » qui, se lamentent-ils, « montent » dans la société ? Leur recette miracle, c'est l'Etat ! L'Etat n'est pas pour eux « le produit et la manifestation de ce fait que les contradictions de classes sont **inconciliables** » (Engels). Ils n'ont que mépris pour cette idée que « l'Etat ne pourrait surgir, ni se maintenir, si la conciliation des classes était possible » (Marx). Pour eux, « professeurs et publicistes, petits-bourgeois et philistins, l'Etat a précisément ce rôle de concilier les classes » (Lénine).

L'Etat ne modère nullement les conflits de classe ; il intervient dans ces conflits en retirant à la classe exploitée les moyens et procédés de combat les plus efficaces, **les armes**. L'Etat donne le **monopole de la violence** à la classe qui le tient en mains. Et n'est-ce pas ce principe que respectent les partis de gauche et les bonzes syndicaux quand, devant les violences commises par les milices patronales, ils en appellent à la police ? N'est-ce pas devant l'ennemi de classe qu'ils se prosternent quand, devant les violences perpétrées par la police, ils en appellent au respect de la loi ? Or aucune loi ne peut supprimer la violence qui jaillit nécessairement de toute la vie de la société bourgeoise.

Que la classe ouvrière en vienne à se laisser berner — comme c'est hélas le cas depuis des décennies — par l'idée du non recours à la violence, cela n'entraîne nullement que la bourgeoisie renonce à la sienne : l'armée et la police restent dans les casernes, mais toujours prêtes à intervenir. La violence légale suffit alors contre quelques groupes d'ouvriers combattifs qui n'ont pas compris les joies que procure le fait de tendre la joue gauche. Car en fait, pour un commando fasciste qui tire aujourd'hui sur un piquet de grève, combien de grévistes sont expulsés **manu militari**, combien d'ouvriers sont quotidiennement frappés, ex-

pulsés, parce qu'ils ont le malheur d'avoir une autre nationalité ? Et combien meurent chaque jour légalement d'accidents du travail, de la violence mécanique de l'exploitation ? La bourgeoisie peut même se permettre des mesures démagogiques prononcées par la justice, qui peut se payer le luxe d'apparaître au-dessus des classes, en faisant mine de punir les hommes de main qui ont utilisé la violence anti-prolétarienne mal à propos.

L'immense stabilité de cette forme de domination bourgeoise fondée essentiellement sur la violence potentielle — et non cinétique —, sur la violence en puissance, et non en acte, est due au fait que la lutte prolétarienne est détournée de l'objectif de l'Etat et, pire, que les différends élargis prolétariens élémentaires peuvent encore s'épuiser dans le réseau complexe des innombrables lignes de défense mises en place par la démocratie et le réformisme social avant même de confluer en une force de classe qui les intègre. Voilà l'essence de la démocratie (dont le pilier est l'**opportunisme ouvrier**), paravent derrière lequel la machine d'oppression de l'Etat se renforce quotidiennement, avec l'appui des représentants officiels de la classe exploitée.

La charte des libertés du PCF ne promet-elle pas à son tour de renforcer encore l'arsenal juridique contre la violence « illégale », c'est-à-dire avant tout contre la lutte prolétarienne ?

Combien aveugles sont donc ceux qui, sous prétexte de « démasquer l'Etat » lui adressent des requêtes impossibles à satisfaire sans la destruction de cet Etat ou mensongères tant qu'il est en place — comme la dissolution de la CFT ou l'interdiction des milices patronales — sans voir que ces revendications contribuent à revaloriser l'opportunisme qui les agitent, lui, précisément dans le but de cacher la nature de l'Etat, dans le but de masquer cette vérité que **plus de démocratie signifie plus d'oppression**.

Stupidité de l'immédiatisme qui, en se tournant vers l'opportunisme et en criant au fascisme à la moindre violence « illégale », ne s'aperçoit pas qu'il se découvre le derrière de manière à recevoir le coup de botte de... la démocratie !

Si, dans la résistance à l'offensive de la bourgeoisie et de son Etat, on ne combat pas les méthodes opportunistes, on compromet la riposte de classe aujourd'hui, on rend impossible la révolution.

Le Prolétaire, n° 250 - 24 sept. au 7 oct. 77

En Allemagne, « union sacrée » contre le terrorisme

« Tant que la main-d'œuvre humaine, et par conséquent la vie, est un article de commerce, d'exploitation et de dilapidation, le principe du « caractère sacré de la vie humaine » n'est que le plus infâme des mensonges, dont le but est de maintenir les esclaves sous le joug. »

(Trotsky,
Terrorisme et communisme, IV)

Depuis l'enlèvement de Schleyer, patron des patrons, administrateur de Daimler-Benz, ancien officier SS, et conseiller du très socialiste chancelier Brandt, la meute des chiens de garde du capital n'a cessé

de hurler à la mort.

Lundi 5, le chef de l'Etat allemand s'adressait, à la télé, à tous les citoyens, en les exhortant à collaborer avec les forces de police dans la chasse aux « tueurs » : « *La sanglante provocation de Cologne est dirigée contre nous tous [...]. L'Etat doit répondre avec toute la dureté nécessaire aux provocations du terrorisme [...]. Le terrorisme n'a aucune chance, car contre lui il n'y a pas que l'Etat, mais le peuple entier.* »

Et tandis qu'un « état-major de crise » rassemblant les plus hautes personnalités de la politique, de la magistrature et de l'industrie était convoqué d'urgence, le

chœur des idéologues stipendiés de la classe dominante se joignait à la voix de son chef. Unanimes, les journalistes libéraux comme ceux du groupe Springer, les intellectuels social-démocrates comme les apologistes du nazisme, les théologiens, prix Nobel et humanistes de tout poil : A mort les gangsters, les criminels de droit commun !

Au premier rang, les plus démocrates, comme un seul homme derrière le président de l'Internationale Socialiste, Willy Brandt : « *Les terroristes sont des meurtriers assimilables à ceux qui ont détruit la république de Weimar.* » A mort les fascistes rouges ! Qu'on les isole ! Qu'on dénonce leurs sympathisants « lâches et criminels » ! Qu'on relève tous les avocats de confiance des prisonniers, qu'on les remplace par des défenseurs d'office !

Et l'Opinion, cette idole des démocrates, écho docile de la classe dominante : Assez de faiblesse ! Qu'on les tue un à un ! Rétablissez la peine de mort !

Dans le miroir de l'Allemagne social-démocrate, « modèle des régimes parlementaires », la démocratie issue de la deuxième guerre — la « croisade antinazie » — se révèle dans toute sa hideur d'héritière et de continuateur du fascisme, cent fois plus violente encore, car le terrorisme direct de l'Etat bourgeois (devant lequel aucune démocratie n'a jamais reculé) s'y double d'un terrorisme idéologique cent fois plus insidieux. D'un côté, les tribunaux-bunker, les tanks dans la rue, le fantastique renforcement de la police, la torture et l'« isolement sensoriel » des prisonniers politiques, les persécutions contre leurs avocats, les interdictions professionnelles. De l'autre, les sondages, l'appel « plébiscitaire » (*Le Figaro* dixit) de Schmidt à la « collaboration » de tous les citoyens : la répression ramifiée, décentralisée, appuyée sur la « démocratie directe ».

Quant à la bourgeoisie française et à sa presse, si ses réactions se sont nuancées d'étonnement hypocrite face au prétendu « mal allemand », ses prises de position de fond ont été les mêmes de la lutte des masses des opprimés et qu'outre-Rhin. Il n'est que de voir la tempête durable suscitée par l'article de

J. Genet (dans *Le Monde* du 2-9) qui, bien que dans le contexte d'un esthétisme aberrant et d'une profession de foi... pro-soviétique, avait du moins touché du doigt un point central, en opposant la « violence » créatrice de vie des opprimés à la « brutalité » froide et écrasante de l'Etat oppresseur.

Si la Fraction Armée Rouge déchaîne contre elle une telle unanimité hystérique de tous les défenseurs de l'Etat bourgeois, ce n'est certes pas parce qu'elle représente un tel danger actuel pour celui-ci. Il y a une disproportion énorme entre les attentats d'une poignée de terroristes et la violence incessante, omniprésente, de l'Etat démocratique allemand. Mais il n'empêche que dans ce pays qui se trouve non seulement au cœur du capitalisme, mais à l'épicentre de ses contradictions mondiales, la RAF a revendiqué, en paroles et dans les faits, la haine et la violence de la classe opprimée contre la classe des oppresseurs. Dans ce pays où l'étouffante « paix sociale » actuelle a été payée du sang de centaines de milliers de prolétaires, la fleur de la classe ouvrière mondiale, massacrés à plusieurs reprises par la social-démocratie de « Weimar » avant de l'être par le nazisme avec la complicité du stalinisme, elle a commis ce crime d'avoir dénoncé, sous l'enveloppe innocente de la démocratie, la dictature de fer du capital. Elle a proclamé dans ses actes la nécessité d'opposer à la force la force, à la terreur la terreur, en s'attaquant de surcroît non seulement à des représentants du capitalisme allemand, mais aux prolongements du gendarme international américain (cf. en 1972 l'attentat contre l'ordinateur central commandant les bombardements au Vietnam). A ce titre, ses militants méritent en effet de la part des défenseurs de l'ordre capitaliste international la pire haine et les pires châtements, de notre part la *solidarité totale* contre la répression.

La solidarité militante envers les rebelles de la RAF (comme envers tous ceux qui se dressent contre l'esclavage établi) ne nous exempte pas du devoir de critiquer l'idéologie des organisations qui canalisent leurs énergies vers une voie stérile. En croyant tirer la classe

ouvrière de la léthargie où l'ont plongée des décennies de contre-révolution, par des actions exemplaires destinées à l'éclairer sur la véritable nature de l'Etat bourgeois, la RAF renoue en fait avec de vieilles erreurs — idéalistes, spontanéistes — du mouvement ouvrier. Le terrorisme et les actions armées d'individus ou de groupes ne peuvent ni éveiller la conscience politique des masses, ni déclencher la lutte de classe. Ils ne peuvent remplacer ni la maturation des conditions objectives, matérielles, de la révolution, ni sa préparation par le parti, à travers toutes les formes complexes de la lutte (politique, théorique, économique) contre la bourgeoisie, contre l'influence désastreuse de la démocratie et de l'opportunisme sur le prolétariat, et pour la conquête de franges les plus larges possibles de celui-ci aux principes du communisme.

Ceci dit, au moment où la RAF voit se dresser contre elle, non seulement la répression de la bourgeoisie, mais la réprobation de tout l'éventail opportuniste, de droite comme de « gauche », il nous faut rappeler quelques points qui, pour les marxistes, ont une valeur de principe.

Tout d'abord, la revendication de la révolution violente et de la dictature du prolétariat n'aurait aucun sens, si elle ne s'accompagnait de la revendication de la terreur rouge comme *moyen indispensable*, non certes pour « éveiller » le prolétariat, mais pour intimider l'ennemi, détruire ses centres nerveux et briser sa volonté. Ensuite, dans la violence et la terreur de masse exercées par le prolétariat en armes et dirigées par le parti révolutionnaire, aucune forme d'emploi de la violence ne peut être exclue par principe, y compris les prises d'otages, les actions de repréailles ou de sabotage, les exécutions de représentants, même individuels, de la réaction bourgeoise. Il s'agit uniquement d'une question de moyens en vue d'atteindre le but : la seule loi, en l'occurrence, ce sont les besoins de la victoire révolutionnaire, puis de sa défense.

Enfin, la révolution prolétarienne ne naîtra pas d'une illumination de la conscience de la totalité ou de la majorité du prolétariat, en se développant selon des schémas entièrement établis à l'avance par le parti, mais — comme disait Lénine en 1916 — comme une « explosion de la lutte de masse des opprimés et des mécontents de toute espèce » (*Bilan d'une discussion*, t. 22, p. 384). Comme telle, elle ne pourra pas ne pas s'accompagner de la « participation inévitable » d'éléments de la petite-bourgeoisie et d'ouvriers arriérés qui y apporteront « leurs préjugés, leurs fantaisies réactionnaires, leurs faiblesses et leurs erreurs », mais qui, « objectivement, s'attaqueront au capital » : les actions à première vue séparées de cette masse bigarrée n'auront pas à être niées (comment nier une réalité matérielle !), mais « unies et orientées », centralisées par le parti dans une stratégie d'ensemble, vers la victoire de la révolution. Les révolutions ne se créent pas, elles se préparent et se dirigent.

La renaissance actuelle du terrorisme dans des pays capitalistes avancés comme l'Allemagne et l'Italie est à la fois le produit du désespoir devant une situation de persistante stagnation sociale, une tentative de réaction (bien qu'inadéquate) contre la pression écrasante du capital et de l'opportunisme, et le symptôme d'une crise profonde de l'ordre bourgeois annonciatrice de secousses d'autant plus brutales qu'elles auront été plus longtemps étouffées. La préparation de la solution prolétarienne à cette crise exige plus que jamais que les communistes intensifient leur combat contre la bourgeoisie et toutes les formes de capitulation opportuniste. C'est une condition *sine qua non* pour que les réactions individuelles et même les héroïsmes que canalisent aujourd'hui des idéologies sans issue, puissent trouver leur intégration dans la guerre antibourgeoise, que le parti devra diriger selon un plan systématique, éclairé par les principes communistes.

Les réactions de la gauche et de l'extrême-gauche

Infamie du pacifisme

Parmi les détracteurs de l'enlèvement de Schleyer appartenant au sol-disant « camp ouvrier », nous ne nous arrêterons pas sur les PC, qui ont depuis longtemps tiré les conséquences de leur théorie suivant laquelle « **néo-nazisme et terrorisme anarchiste ne sont en vérité que l'avers et le revers d'une même médaille** » (L'Humanité du 12-9) en pratiquant la délation et l'assassinat à grande échelle d'anarchistes ou d'hitléro-trotskystes » (voir la guerre d'Espagne, la deuxième guerre mondiale, etc.). Ces messieurs qui manient la démagogie ouvriériste et l'hypocrisie sentimentale quand ils écrivent que « **la classe ouvrière est totalement étrangère aux activités de la « bande à Baader » dont le recrutement s'effectue exclusivement parmi les fils de la bourgeoisie** » ou que « **de ce jeu tragique, c'est en définitive la réaction qui est gagnante** » (Ibid.), pratiquent depuis longtemps la collaboration ouverte, au besoin au gouvernement, avec la classe dirigeante, de même qu'ils ont toujours fait le jeu de la « réaction » en désarmant et en condamnant toutes les tentatives de lutte autonome de la classe ouvrière dans les métropoles, des peuples opprimés dans les colonies.

Il est plus important de répondre aux groupes opportunistes de « gauche », qui jusqu'ici en principe « ne collaborent pas », et qui se revendiquent toujours en paroles de la révolution et de la dictature prolétariennes, car ils sont destinés à occuper de plus en plus, dans l'avenir, une place que l'opportunisme classique, de droite, devra laisser vacante à mesure qu'il s'intégrera davantage dans la défense active de l'ordre bourgeois et que s'élargira le fossé entre lui et les avant-gardes prolétariennes poussées à réagir contre celui-ci.

Les mêmes thèmes de fond se retrouvent, avec des variantes mineures, du DKP (ml) au GIM (IV^e Internationale) en Allemagne, de LO à la LCR en France. Leurs critiques se résument à un petit nombre d'arguments : le geste des terroristes provoque la réaction ; incompris des masses, il ne peut que contribuer à isoler l'extrême-gauche.

« **La classe ouvrière, la révolution et le socialisme n'ont rien à faire des individus qui prétendent plus ou moins manier la bombe et la mitraillette en son nom** », écrit LO dans son n° 471 (10-9-77), avec la suffisance habituelle de ces professeurs de « marxisme », tenants de la « révolution propre ». Les terroristes « **sont totalement coupés et isolés de tout ce qui concerne la classe ouvrière [...]. Pire même : comme rien ne justifie ces actions, comme elles ne peuvent que provoquer la réprobation, ils contribuent à renforcer l'union sacrée entre la bourgeoisie, son Etat et les travailleurs** » (1).

La LCR : « **Personne parmi nous ne peut approuver les méthodes d'action utilisées aujourd'hui en RFA par les organisations qui prônent la lutte armée. L'attentat de Cologne n'affaiblit pas la bourgeoisie allemande, il lui donne simplement des arguments supplémentaires pour renforcer son dispositif policier. Il ne permet pas de faire avancer d'un pouce la conscience de classe des travailleurs, mais permet, au contraire, d'isoler l'extrême-gauche et de renforcer la collaboration de classes derrière le drapeau de la « solidarité nationale » contre un terrorisme que la classe ouvrière rejette.** » (A. Krivine, éditorial de Rouge n° 443, 7-9-77).

Ces « arguments » n'ont rien à voir avec la critique marxiste du terrorisme individuel en tant que théorie de « l'action excitatrice », et ne font en réalité que révéler sur le plan des principes un pacifisme foncier, et dans la pratique la capitulation devant le chantage de la classe dominante.

En réalité, l'Etat allemand n'a pas attendu les actions du groupe Baader pour renforcer son système de défense et de répression préventive, même s'il prend prétexte aujourd'hui de telles actions pour se blinder encore plus, non pas contre le groupe Baader en tant que tel, mais contre le danger de convulsions dont la persistance de la crise capitaliste et l'accroissement de l'instabilité et des déséquilibres à l'échelle mondiale ne peut que lui faire craindre le retour, malgré la prospérité de façade et le calme étouffant

de l'actuelle paix sociale (2). Quand bien même on accepterait l'argument, il ne vaudrait pas seulement contre le terrorisme « individuel », mais contre la violence et la terreur rouges elles-mêmes, car la meilleure « provocation » à la réaction bourgeoise est bien la révolte et la lutte prolétariennes. N'est-ce pas là le leitmotiv classique de l'opportunisme pour plier le prolétariat à se soumettre passivement à son esclavage ?

La bourgeoisie trouvera toujours, et surtout quand redémarreront des luttes violentes du prolétariat, des « arguments » pour justifier son « dispositif policier » (la légitime défense !), pour chercher à frapper les groupes susceptibles de se mettre à leur tête, et à les « isoler » (de qui ?). Il y aura toujours des franges arriérées du prolétariat, des couches petites-bourgeoises oscillantes que le prolétariat révolutionnaire ne pourra, ne disons pas gagner, mais neutraliser, qu'après la révolution. Encore une fois, le seul moyen de ne pas en être « isolés » hic et nunc serait de renoncer carrément à l'emploi des méthodes de la lutte violente contre l'Etat bourgeois, et de le dire.

LO et la LCR ne vont pas encore — en paroles — jusque-là. Force est cependant de constater que les positions que ces groupes sont amenés à prendre de façon de plus en plus fréquente et nette, devant l'apparition de la violence armée (fût-elle pour l'instant le fait de groupes à l'idéologie petite-bourgeoise) révèlent en réalité, sur le plan des principes, un pacifisme qui ne pourra pas ne pas se manifester, même sous des formes ambiguës et avec des oscillations, devant la montée de la violence quand elle sera le fait, cette fois, du prolétariat, et mordra de plus en plus au cœur du capitalisme.

La récente déclaration du GIM, frère allemand de la LCR, publiée dans Rouge n° 443 sous le titre « Une bonne occasion pour le gouvernement », laisse à cet égard présager des pas rapides d'un groupe comme celui-là sur les traces des Kautsky. « **Il n'y a pas à se réjouir de son kidnapping [de Schleyer]. Non seulement parce que des policiers sont morts alors qu'ils n'étaient pas personnellement coupables, même s'ils étaient liés [sic] au système [voilà à quoi mène le désir de ne pas « s'isoler » de l'opinion : à regretter la mort de trois mercenaires de l'ordre bourgeois, membres de ces commandos spéciaux qui, d'après leur commandant, U. Wegener, « luttent avec la volonté ferme de détruire**

l'ennemi ; le blesser seulement, c'est de la connerie » (Der Spiegel du 18-9-72, cité par Rouge du 8-9) ; mais surtout parce que le pouvoir n'est pas ébranlé par un kidnapping ». « **Enlever Schleyer n'est pas réellement un moyen de pression contre les conditions d'emprisonnement des détenus politiques [les moyens de pression véritables, ce sont les pétitions et les manifestations pacifiques, c'est bien connu !] [...] Dans les jours qui viennent, beaucoup d'entre nous vont être inquiétés par la police, car le système va essayer de réaffirmer son autorité [...]. Nous n'utilisons pas les armes, et nous avons la volonté d'organiser la masse des travailleurs et des opprimés pour la défense de leurs intérêts et la solution socialiste.** »

Une telle déclaration équivaut à une véritable promesse d'opposition loyale » au gouvernement, à un coup de poignard dans le dos aux militants en butte à la répression. Les communistes ne sont ni des putschistes, ni des conspirateurs : si la situation actuelle ne permet pas encore, malheureusement, l'application de la violence révolutionnaire de classe, ils ont le devoir d'en préparer activement les conditions. Adorateur des masses, le centrisme suit le courant : en s'inspirant de principes légalistes, pacifistes, démocratiques, il ne prépare rien du tout, et surtout pas la « solution socialiste » : bien au contraire, en avalisant les prétextes de la bourgeoisie, il ne fait que contribuer au désarroi du prolétariat face à la violence croissante de l'Etat. En répondant à la répression par la devise chrétienne de la Joux tendue sous prétexte de ne pas la « provoquer », il sert objectivement les intérêts de conservation d'un régime qui, durant des décennies de prospérité ininterrompue, a habitué les prolétaires à rougir devant toute action de « violence illégale ».

(1) Pour une analyse critique de la position de LO face au terrorisme, voir l'article La révolution « comme il faut » (Lutte Ouvrière et le terrorisme) dans Le Prolétaire n° 169 et 170.

(2) La bourgeoisie elle-même avoue quel est le danger véritable qu'elle redoute à terme quand elle déclare : « Nous devons empêcher l'extension du terrorisme à la classe ouvrière » (Nollau, ancien Président de la Commission de défense de la constitution, après l'exécution du banquier Ponto).

AUJOURD'HUI BAADER DEMAIN LA CLASSE OUVRIERE !

Andreas Baader et ses camarades ont été froidement assassinés dans leurs cellules par l'ignoble ordre bourgeois "démocratique". Tout le monde les avait condamné : des partis bourgeois avoués à ceux qui se disent encore prolétaires, du réformisme officiel (voir en France les réactions du PCF) à l'extrême-gauche (voir les condamnations de la LCR, LO, etc), tous ont participé à l'écœurante union sacrée pour dénoncer le terrorisme. Quelle formidable victoire pour l'ordre impérialiste ! Il ne restait plus au bourreau qu'à la couronner en exécutant la sentence, et ce n'est que par un dernier scrupule d'hypocrisie démocratique que la bourgeoisie allemande a tenu présenter officiellement comme un "suicide" le classique massacre pour l'exemple perpétré par son terrorisme d'Etat.

Quel était le crime des martyrs de Stuttgart ? Ils se sont révoltés les armes à la main contre l'ignoble ordre bourgeois qui exploite, pille, opprime et massacre quotidiennement sur la planète entière. C'est pour cela qu'ils ont été capturés, emprisonnés, tués d'abord un par un, puis en bloc, à la face du monde entier, afin que leurs cadavres servent d'exemple à tous les exploités et les opprimés qui seraient tentés de se révolter.

Les philistins de la gauche et de l'extrême-gauche respectueuses gémissent hypocritement : "Ces exécutions sont horribles. Mais ces méthodes de violence individuelle ne mènent à rien, elles font le jeu de la bourgeoisie !" Certes, si Baader et ses camarades espéraient par leur exemple courageux se substituer à des forces objectives qui ne dépendent d'aucune action individuelle, s'ils espéraient par leurs actes ouvrir la voie de la reprise prolétarienne, ils se sont lourdement trompés, et ils ont payé leur erreur de leur vie. Leur action n'a pas été plus qu'une égratignure sur l'énorme cuirasse blindée de la démocratie bourgeoise. Mais il est inévitable, devant la pourriture et l'oppression toujours plus étouffante de la société bourgeoise, devant la trahison quotidienne et la soumission du réformisme à l'ordre établi, devant l'avachissement des soi-disant "révolutionnaires" trotskistes, maoïstes et autres, et faute d'une véritable alternative de classe, que ces actes désespérés soient de plus en plus nombreux malgré la répression impitoyable qui frappe leurs auteurs. Dire qu'ils font le jeu de la bourgeoisie, c'est cracher au visage et sur les cadavres de tous ceux qui se révoltent contre l'ordre impérialiste. Comme si l'Etat avait attendu les "terroristes" pour perfectionner son immense arsenal de répression et de mort, pour accroître sans cesse ses forces policières et militaires ! Comme si les desperados étaient la cause du renforcement de l'oppression, et non un de ses produits ! Ceux qui prétendent que les terroristes servent la bourgeoisie ne font que dissimuler sous des paroles creuses leur pacifisme foncier, leur renonciation à toute violence, leur soumission actuelle ou future à l'ordre bourgeois. Si on les écoutait, il faudrait renoncer à toute lutte, car toute lutte provoque la réaction de la bourgeoisie et la répression de son Etat ! Si l'Etat se renforce sans cesse, c'est qu'il sent bien l'approfondissement de la crise du capitalisme, la montée des tensions et des antagonismes sociaux - dont le terrorisme n'est que l'expression -, et qu'il se prépare à affronter le seul ennemi qu'il craigne réellement : le prolétariat enfin debout et n'hésitant plus à utiliser sa violence de classe !

Le massacre d'aujourd'hui est donc un avertissement que la bourgeoisie donne à l'adversaire prolétarien de demain, lorsque les mensonges réformistes ne suffiront plus à noyer son énergie dans la collaboration de classe ou dans les urnes des mascarades électorales : tiens-toi tranquille ou gare ! Mais c'est aussi une formidable leçon pour tous les exploités et les opprimés : subissez ou vous mourrez ! Autrement dit il n'y a pas de troisième voie, il n'y a pas d'issue pacifique, il n'y aura pas en définitive d'autre alternative que la résignation ou la lutte à mort contre l'ordre des exploités. Et pour vaincre, c'est cette même loi que les exploités devront impitoyablement retourner contre leurs maîtres d'aujourd'hui, en leur imposant à leur tour par les armes leur dictature et leur terreur de classe : subissez, bourgeois, la dislocation de votre Etat, la disparition de vos privilèges, l'abolition des classes, la destruction de votre société marchande pourris ou vous mourrez !

Voilà la leçon que les prolétaires doivent tirer du massacre de Stuttgart. La violence individuelle du désespoir est généreuse mais impuissante ; ce n'est pas une raison pour rejeter la violence, au contraire, car l'affrontement final sera inévitable ; c'est une raison pour préparer dès aujourd'hui, longtemps à l'avance, l'exercice de la violence de classe prolétarienne qui seule pourra détruire cette infâme société d'exploitation. La première tâche est donc de combattre impitoyablement le pacifisme et l'esprit de résignation que l'Etat bourgeois et ses complices "ouvriers" - jusqu'à, hélas, certains soi-disant "révolutionnaires" - instillent méthodiquement dans le cerveau de la classe ouvrière par un gigantesque matraquage quotidien.

Dans l'immédiat, face à l'hystérie des classes dominantes et à l'internationalisation de la répression et pour se préparer aux batailles de classe à venir, il est urgent de lutter, dans toutes les organisations prolétariennes ouvertes :

- pour la libération immédiate et sans condition des prisonniers politiques
- contre les expulsions et les extraditions
- pour la solidarité de classe avec les victimes de la répression bourgeoise
- pour l'autodéfense ouvrière
- pour la solidarité internationale des prolétaires !

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

Octobre 1977

Réunion publique à Paris

TERRORISME, DEMOCRATIE ET COMMUNISME

Vendredi 25 Novembre à 20h 30
Salle Lancy, 10 rue de Lancy (10e)
(Métro : République)

Aujourd'hui la révolte de Baader demain celle de la classe ouvrière

La bourgeoisie triomphe ! Même le chauvinisme français ravale pour une fois son antigermanisme viscéral pour applaudir, dans la victoire du gouvernement allemand, celle de la société libérale et démocratique.

Ce triomphe, c'est celui de l'impérialisme. L'ordre établi international a vu se réconcilier dans un front unique pour la défense de ses privilèges, cachés sous le drapeau des libertés, de la morale et autres pieux mensonges, Schmidt et Honecker, Carter et Brejnev, Begin et Arafat. Pour lutter contre le désordre social et pour préserver sa paix civile, la bourgeoisie abolit toutes les frontières qu'elle dresse habituellement pour se protéger de la concurrence étrangère, pour fractionner les luttes ouvrières et pour lier les prolétaires à la défense, économique ou militaire, de leurs exploiters. Face à la menace, pourtant bien faible aujourd'hui, de subversion, la bourgeoisie déclenche une fantastique chasse à l'homme à l'échelle internationale, et comme il est naturel en pareille circonstance, prépare dans les manœuvres d'aujourd'hui les véritables batailles qu'elle aura à soutenir demain.

« Coup pour coup », titrait *Le Figaro* du 20 octobre. « Hans Martin Schleyer est tombé dans une guerre »... « Une guerre entre les Etats libéraux et le terrorisme. D'autant plus cruelle que nous sommes sur le point de la gagner. » Schmidt — suivi de tous les idéologues conscients de la bourgeoisie — a rendu hommage à la « solidarité internationale » qui s'est manifestée, réconciliant tous les gouvernements dans la chasse aux terroristes. Et le prolétariat irait écouter les petits-bourgeois qui rêvent d'un impossible retour à la tranquillité passée et veulent enfermer ses luttes dans le cadre du principe national ? Même notre ennemi nous montre la voie ! A plus forte raison, puisque les prolétaires ont les mêmes intérêts dans tous les pays, notre lutte à nous ne saurait être, elle aussi, qu'internationale !

Ce triomphe, c'est celui de la démocratie. De la méthode démocratique de domination de la bourgeoisie, qui parvient

à utiliser un formidable arsenal de répression dans le cadre des constitutions et des lois approuvées par le suffrage universel ; qui parvient à faire croire aux masses de prolétaires, encore étourdis par les terribles défaites passées, que c'est aussi en leur nom et dans leur intérêt que la classe dominante exerce son oppression ; qui justifie la terreur légale et étatique par la défense de ce « bien commun » à toutes les classes que seraient les droits de l'homme et les libertés du citoyen. Ce triomphe est d'autant plus grand que les « révolutionnaires » eux-mêmes se rallient à ces mêmes principes bourgeois, et appellent les ouvriers à lutter contre la terreur bourgeoise au nom de ces « droits démocratiques » soi-disant au-dessus des classes. Comment la classe ouvrière pourrait-elle mener sa propre lutte sous le drapeau bourgeois, au nom des principes qui fondent sa domination ?

Ce qui a permis le triomphe de la démocratie, ce n'est pas, comme le prétendent les philistins déguisés en révolutionnaires, l'action des terroristes provoquant l'union sacrée de tous les partis. Ou alors, il faudrait condamner toute lutte prolétarienne et y renoncer une fois pour toutes : bien plus que quelques coups de main, les luttes du prolétariat sur son terrain de classe et pour ses objectifs propres, ont toujours provoqué et provoqueront toujours l'union de tous les bien-pensants et de tous les conservateurs. Ce triomphe de la démocratie est dû à l'alignement pratiquement général des partis qui se disent prolétaires (du réformisme officiel à l'extrême-gauche et même à l'ultra-gauche) dans la dénonciation du terrorisme. Ce ralliement aux positions de la bourgeoisie est encore plus ignoble lorsqu'il se cache derrière le prétexte de protéger les luttes et les organisations ouvrières des coups de l'Etat. Certes, la bourgeoisie profite de l'occasion pour réprimer toute lutte sociale. Mais ceux qui prétendent défendre les luttes et les organes de classe — qui renaissent si difficilement et si douloureusement — en se retranchant derrière les principes de l'adversaire, en désavouant l'usage de la violence et de la terreur, en enfermant la lutte de classe dans le cadre démocratique, entravent en réalité le réveil de classe du prolétariat. Le fortifiant qu'ils prétendent administrer au mouvement classiste de masse, la démocratie, est en fait un poison terrible qui, même s'il ne l'empêche pas de grandir, le paralysera demain !

L'acharnement sanguinaire avec lequel la bourgeoisie assassine les otages qu'elle détenait dans ses prisons modèles, la formidable démonstration de force dont elle fait parade une fois sa victoire acquise, ont précisément ce but : essayer de retarder la reprise de la lutte prolétarienne, dont l'épopée tragique de Baader et de ses camarades a réveillé la hantise dans la mémoire de la classe.

Ce n'est pas du tout un hasard si le terrorisme renaissant dans les pays impérialistes atteint son paroxysme justement dans cette Allemagne deux fois écrasée militairement, puis dépecée, et cette fois occupée par les vainqueurs par crainte d'une vague révolutionnaire analogue à celle qui avait suivi la première guerre impérialiste. C'est là, en effet, que se concentrent les plus formidables moyens de pression et de répression de tout l'ordre international ; c'est là que sur-

gissent, bien que de manière inadéquate et impuissante, la haine et la révolte contre l'infâme ordre impérialiste mondial. Si le geste courageux des martyrs d'aujourd'hui n'ouvre pas la voie à la reprise prolétarienne, comme ils ont pu se l'imaginer, il indique cependant l'épicentre de cette reprise et il annonce l'approche de ses tempêtes.

Ce n'est pas non plus un hasard si le terrorisme de Baader a pu trouver un appui dans le terrorisme palestinien, cette expression aiguë de la lutte des masses prolétariennes des continents arriérés, soumises au joug écrasant de l'ordre international. Cet appui répond aux premiers gestes des terroristes allemands, qui visaient à aider la révolution indochinoise ; et qui, par là, montraient qu'ils tendaient, même si c'est de façon confuse, vers cette convergence des luttes du prolétariat des puissances impérialistes avec celles des peuples opprimés, préconisée par l'Internationale Communiste. Et, pour insuffisantes qu'elles soient, ces actions et cette alliance sont un gage pour demain : lorsque le prolétariat des métropoles impérialistes relèvera la tête, les masses opprimées des continents dominés ne seront plus seules à combattre l'impérialisme. Tout l'ordre établi a reconnu avec une énorme frayeur le signe annonciateur de cette future et féconde alliance, une frayeur qu'il avait pu oublier pendant des décennies trop longues hélas, et qui le pousse à réagir avec une barbare cruauté, pour conjurer le spectre du réveil de classe du prolétariat.

Le prolétariat, qui produit toutes les richesses du monde, peut devenir une force immense, s'il parvient à allier la conscience de son but grandiose et unique, son émancipation d'une société dans laquelle il n'a rien à défendre, avec ses moyens de lutte spécifiques et l'organisation et la discipline dont il est capable plus que toute autre classe. Cinquante ans de triomphe de la contre-révolution, de guerre et de boom économique, de social-démocratie, de fascisme et de stalinisme ont détruit les organisations de classe du prolétariat, brisé ses traditions et effacé sa politique de classe. Aujourd'hui encore, malgré les secousses économiques et sociales, les ouvriers ne réagissent aux attaques directes du capital que de façon désordonnée et sporadique, et leurs réactions sont encore largement contrôlées et contenues par l'encaissement des partis pseudo-ouvriers.

Or, c'est seulement dans un retour à

la lutte de classe du prolétariat, pour ses buts immédiats et historiques de classe, avec ses moyens de classe, nécessairement violents et anti-démocratiques, que pourront être dépassés les erreurs du terrorisme à la Baader. Non pas, bien entendu, par la négation et le rejet des actions violentes et terroristes, mais par leur intégration dans la lutte de masse, par l'encadrement de ces énergies, poussées à la lutte à mort contre l'ordre bourgeois, dans la lutte collective du prolétariat. Comme le proclamait Marx — surnommé « red terror doctor » par la bourgeoisie du siècle dernier — dans son Adresse de 1850 : « Bien loin de s'opposer aux prétendus excès, aux représailles de la vengeance populaire sur des individus haïs ou des édifices publics auxquels ne sont liés que des souvenirs odieux, il ne faut pas seulement tolérer ces représailles, mais prendre directement en main leur direction ».

C'est la crise de la société capitaliste

qui pousse des éléments isolés à la révolte immédiate, c'est la crise de la société capitaliste qui poussera les masses à la lutte. C'est notre tâche que de préparer les conditions politiques et organisationnelles qui rendront cette lutte efficace. Et c'est la révolution prolétarienne qui vengera tous ceux qui, même en se trompant, ont cherché la voie du communisme.

L'orgie de terreur dans laquelle la bourgeoisie s'enivre et cherche à oublier son sombre destin est provoquée par cette force immense que le capitalisme produit lui-même, inéluctablement et malgré lui, et dont il reconnaît le signe précurseur dans des explosions de violence qui ne peuvent pas ne pas éclater. Elle confirme que la lutte prolétarienne ne peut être que violente, anti-démocratique et internationale. Elle appelle à la reconstitution du parti mondial de la révolution et de la dictature prolétariennes, elle appelle au communisme !

Aucun communiste ne peut avoir d'objections contre l'usage de l'action armée, des représailles et même de la terreur, et nier que le parti communiste doive lui-même diriger ces formes d'action qui exigent discipline et organisation. De même, nous considérons comme infantile la conception selon laquelle l'usage de la violence et les actions armées sont réservés à la « grande journée » où sera déclenchée la lutte suprême pour la conquête du pouvoir. Il est dans la nature même du processus révolutionnaire réel que des heurts sanglants entre le prolétariat et la bourgeoisie se produisent avant la lutte finale, et il peut s'agir non seulement de tentatives prolétariennes non couronnées de succès, mais aussi des inévitables affrontements partiels et transitoires entre des groupes de prolétaires poussés à se soulever et les forces de la défense bourgeoise, ou encore entre des groupes de « gardes blancs » de la bourgeoisie et des travailleurs attaqués et provoqués par eux. Il n'est pas juste de dire que les partis communistes doivent désavouer de telles actions et réserver tous leurs efforts pour le moment final, car toute lutte nécessite un entraînement et une période d'instruction, et c'est dans ces actions préliminaires que la capacité d'encadrement révolutionnaire du parti doit commencer à se forger et à s'éprouver.

Parti et action de classe

Aplatissement complet de l'« extrême-gauche » devant l'Internationale des flics

Comme toute campagne qui prend une certaine ampleur, la campagne politique contre le terrorisme prend une valeur de répétition générale des combats futurs. Les grandes manœuvres actuelles sont comparables de ce point de vue à celles auxquelles la bourgeoisie a contraint toutes les forces politiques il y a deux ans, lors du tir à boulets rouges sur les Comités de Soldats. Chacun y révèle ce qu'il fera demain, quand réapparaîtra la lutte prolétarienne, qui prouvera que des décennies entières de contre-révolution n'auront finalement pas suffi à tuer l'instinct de classe, la haine de classe, le besoin de la lutte à fond contre la bourgeoisie, avec laquelle le prolétariat ne s'abaissera pas à discuter le prix de sa guerre, n'en déplaît aux amateurs de la « révolution » feutrée et sublimée par les bonnes manières de la non-violence démocratique.

Et il faut dire de ce point de vue que l'« extrême gauche », vis-à-vis de laquelle la bourgeoisie a usé avec la plus grande intelligence de la carotte électorale et du bâton de la répression, a montré que, refoulant définitivement en elle-même les élans de révolte qui avaient aidé à sa naissance, elle sait faire des principes que lui a inculqués la bourgeoisie une barrière infranchissable pour son action, pour s'aplatir complètement devant elle.

Quoi ? La lutte prolétarienne devrait, elle aussi, refuser *par principe* l'« objectif » que s'est fixé le commando Siegfried Hauser ? Faut-il alors qu'on renonce à délivrer un jour des prisonniers politiques qui sont, comme le confirme l'assassinat de Baader, Ensslin, Raspe après Meinz, Meinhoff et bien d'autres, considérés par la bourgeoisie comme de véritables otages de guerre ?

Quoi ? La lutte prolétarienne devrait, elle aussi, refuser *par principe* les « méthodes » dont se sont servis Baader et ses camarades ? Faut-il alors que pour libérer des militants en prison, la lutte prolétarienne renonce, pour sauver ces otages, à prendre à son tour des otages ?

Certes le prolétariat intégrerait ces actions dans une lutte d'ensemble. Mais il ne peut condamner ces actions ou ces objectifs *par principe*. D'ailleurs, qui les condamne *par principe* ? La grande victoire de la bourgeoisie est de les faire condamner par les soi-

disant représentants des ouvriers alors qu'elle-même n'est pas près de renoncer à ces armes.

C'est ainsi que Badinter, dans *Le Monde* (19-10-77) ou Raymond Aron dans *L'Express* (14-10-77) ne craignent pas de revendiquer même le terrorisme individuel, les attentats, les bombes, les trains qu'on fait dérailler, etc., pourvu, ah oui, pourvu qu'il soit au service d'objectifs bourgeois. L'un et l'autre évoquent bien sûr la résistance, ou les guerres de libération nationale où « les méthodes de la guérilla sont souvent horribles ; elles ne trouvent de justification que dans l'accord avec les combattants de la masse populaire, réduite à l'impuissance par l'occupation étrangère ou le despotisme », écrit R. Aron.

Pour rudes qu'elles soient, les méthodes de la guérilla sont donc sanctifiées lorsqu'elles sont au service de la défense de la nation ou de la démocratie. Mais bien sûr, les bourgeois les condamnent lorsqu'elles s'insurgent contre leur domination de classe, bien plus despotique que toutes les occupations étrangères. A côté de cette franchise, les « révolutionnaires » ont l'air de lapins. Ainsi, l'UCFML désavoue les méthodes de Baader et des siens en les qualifiant d'« atrocité imbécile », et en disant que « nous, révolutionnaires maoïstes, savons qu'en aucune circonstance, quelle que soit l'intensité de la guerre de classe, nous n'utiliserons de semblables moyens ». La LCR,

pour sa part se tortille; elle condamne la « terreur solitaire [qui] perdant toute racine et tout rapport avec la pratique et l'expérience historique des masses, se transforme en décalque de la barbarie du capitalisme » (Rouge, 17-10). Car la LCR se place sur le terrain de la morale : « Nous ne sommes pas de ces esprits forts qui considèrent que la faillite de la morale bourgeoise entraîne la débâcle de tout système moral ». Mais, malgré les affirmations des philistins de la LCR, leur morale n'est pas celle de la révolution. Elle consent toute juste à envisager la « terreur révolutionnaire à laquelle le recours, en certaines situations, peut être fondé, du moins débattu » (sic !). Mais elle repousse avec horreur l'idée d'exécuter des otages qui n'ont rien à voir avec le combat engagé... Faut-il lui rappeler que Marx a hautement revendiqué l'exécution des otages par la Commune ? L'article de Rouge renie la morale révolutionnaire et révèle son pacifisme foncier en affirmant que « pour des révolutionnaires, la « nécessité » politique ne justifie pas tout. Le stalinisme fut précisément une perversion de la pratique révolutionnaire en ce sens qu'il introduisit comme une des tables de la Loi révolutionnaire que « la fin justifie les moyens ». De ce principe d'humanité peut découler tout le reste ». Comme on voit, on est loin d'une discussion sur l'efficacité du terrorisme à la Baader, on est tombé dans un principe d'humanité au-dessus de la lutte des classes ! Pire que cela, en passant on a ravalé la lutte entre les révolutionnaires et le stalinisme à un débat sur la moralité des moyens, alors qu'elle découlait d'une opposition absolue sur les fins ! Voilà où mène la rage de se démarquer du terrorisme.

« Rien, dans les méthodes, ne distingue ces actions de celles de braqueurs de banque agissant pour leur propre compte », conclut Rouge qui, décidément, n'en rate pas une. Oui, Messieurs les pacifistes, les méthodes de la terreur sont... terroristes. Elles visent, par tous les moyens disait Trotsky, à faire céder, plier ou reculer l'adversaire. Contrairement à l'idée que vous répandez, le prolétariat devra empoigner et utiliser toutes les armes de la terreur pour écraser la bourgeoisie et l'empêcher de relever la tête. Les arguments que vous avancez aujourd'hui risquent d'entraver demain le développement du véritable terrorisme révolutionnaire ! Et vous communiquez là en pacifisme avec *Le Monde Libertaire* (20-10) pour qui « la prise d'otages n'est en fait qu'un phénomène de banditisme ».

Bref, pour être révolutionnaire, il ne suffit

pas de dénoncer la violence et la terreur de l'Etat bourgeois, il faut encore revendiquer la violence et le terrorisme comme armes indispensables de l'émancipation du prolétariat. Ceux qui s'y refusent sont tout naturellement conduits à imputer aux terroristes la responsabilité de l'oppression et de la répression croissantes de l'Etat. « La RAF provoque l'union sacrée derrière Schmidt », titrait Rouge du 18-10, et le communiqué du BP de la LCR du 18-10 déclarait tristement : « Nous savons ce que va coûter à la classe ouvrière allemande qui se bat contre le chômage et l'austérité, elle aussi, l'union sacrée sans faille reconstituée derrière Schmidt ». Par la faute des terroristes, bien sûr, et le BP est bien bon de ne « pas joindre sa voix au concert des acclamations » qui saluent leur fin tragique. Le tract appelant au meeting du 26-10 essaie bien, à la première page, de montrer que l'action et la menace « terroriste » n'est qu'un prétexte pour le renforcement de la répression qui, en réalité a commencé depuis bien longtemps; mais à la deuxième page le bout de l'oreille ressort : la voie pour faire reculer la bourgeoisie allemande est celle du mouvement de masse, et « c'est précisément (sic !) au moment où cette voie s'élargissait devant les militants ouvriers que les folles entreprises de la Fraction armée rouge ont permis à Schmidt de reprendre l'initiative ». Comme disait tout aussi crapuleusement LO, dans 'e titre de bulletins d'entreprise : « A jouer au plus salaud avec l'Etat bourgeois, Baader devait nécessairement être vaincu » !

Face à cette « initiative » de la répression, tous ces pseudo-révolutionnaires crient au « respect des droits démocratiques ». C'était la position défendue par la quasi-totalité des orateurs du meeting du 26-10 : « Contre la répression, pour la défense des libertés démocratiques en Allemagne » appelait leur tract, et toute la presse reprend les mêmes thèmes. Du coup, le PCRml a pu « soutenir » ce meeting, lui qui dénonce « les actes insensés du commando preneur d'otages » aussi bien que le « vaste complot contre les droits démocratiques des travailleurs » (voir *Le quotidien du peuple* du 19-10, par exemple).

Au moment même où la bourgeoisie montre ouvertement que tout son arsenal juridique a en réalité pour objectif de maintenir son ordre social et d'écraser impitoyablement tous ceux qui se dressent contre lui, voilà les « révolutionnaires » qui engagent les prolétaires à lutter pour que le droit bourgeois les protège contre l'Etat bourgeois ! Et quand la bourgeoisie assassine froi-

dement ses prisonniers, ils en appellent à des « commissions internationales d'enquête » ou autres tribunaux Russell, arbitres au-dessus des classes. A première vue, ils le font dans l'espoir d'obtenir ainsi le soutien des partis « démocratiques » et des opportunistes officiels. Ainsi, un orateur du meeting a dit que la campagne pour Klaus Croissant ne sera efficace que « si on parvient à y entraîner tous les partis ouvriers ». En d'autres termes, de même qu'ils comptent toujours sur les agents de la bourgeoisie pour défendre les prolétaires contre le capital et pour aller vers le socialisme, ils comptent sur eux pour défendre les militants frappés par la répression. C'est pire qu'une illusion, c'est une trahison, car ainsi ils empêchent les prolétaires de s'organiser et de lutter avec leurs armes de classe. C'est dans cette ligne que Rouge (25-10) s'indigne des atteintes à la liberté de Libération. Un groupe d'Autonomes, mécontents, et pour cause, de la façon dont ce journal avait parlé de Baader, avait occupé la rédaction; Rouge protesta : « La liberté d'expression, la liberté de la presse sont des droits démocratiques avec lesquels il n'est pas question de transiger. Les baffouer condamne la cause qu'on prétend défendre. Il est absurde de penser que l'on lutte contre les idées réactionnaires en les empêchant de s'exprimer », dit Rouge, pour qui il ne s'agit, comme pour Kautsky, qui reprochait aux bolchéviks d'interdire la presse contre-révolutionnaire, que d'une lutte d'idées. La lutte des classes... En réalité il est criminel de prôner la liberté d'expression pour l'ennemi. Et si nous revendiquons la possibilité de nous exprimer et de publier notre presse, ce n'est pas en vertu d'un droit abstrait égal pour tous; la lutte du prolétariat doit arracher cette « tolérance » à l'ennemi. De même, ce n'est pas en vertu d'un droit que nous pouvons exiger la libération de Croissant, et en fait ce n'est pas une question de droit, mais de force : si des forces suffisantes tendent à imposer cette libération, l'Etat cédera, sinon il livrera Croissant à Schmidt, quel que soit l'aspect juridique du problème. S'il est stupide de demander à l'ennemi de nous garantir des droits pour lutter contre lui, cela ne signifie pas que nous nous interdisions de lui arracher des concessions !

L'argument le plus souvent avancé par l'extrême gauche pour désavouer Baader, c'est son « isolement » de la « grande masse des travailleurs », qui à en croire LO du 29-10, « condamne les terroristes ». Sous une forme ou une autre, tout le monde insiste sur ce point. En fait, et une lettre de lecteur dans

LO le montre bien, cet « isolement » est beaucoup moins grand que la presse bourgeoise le prétend, et les gauchistes apportent justement de l'eau au moulin de l'Etat bourgeois. En bon démocrate, celui-ci crie : les terroristes ne sont qu'une poignée, et tous, même les ouvriers les condamnent ! Et les gauchistes de répéter sagement, prenant les déclarations de la presse à sensation (libre...) pour argent comptant. Alors que le parti doit être en avant des masses pour leur indiquer le chemin, ceux-là sont même en retrait par rapport aux réactions spontanées de beaucoup d'ouvriers. Qui donc méprise en réalité les masses de travailleurs ?

Et finalement, ils cherchent tous à opposer un mouvement de masse... non pas tant à la bourgeoisie et son Etat qu'aux terroristes ! « Une course de vitesse s'engage entre la nouvelle gauche allemande et le terrorisme », fait dire à Cohn-Bendit *Politique Hebdo* du 24-10. Courons donc après les masses, camarades. Et comme cela n'irait pas assez vite de mobiliser les masses sur un terrain de classe, et bien cherchons un terrain interclassiste. « Notre voie, dit le tract d'appel au meeting, est celle du mouvement anti-nucléaire, des 50.000 manifestants qu'il a rassemblés... » et qu'on mélange avec les métallos ayant mis les bonzes en minorité dans le puissant IG Metall : « Cette voie est celle de la lutte unie contre l'austérité et la répression ». Unité de qui ? « Du peuple tout entier », disent ouvertement les maoïstes. Et nous devons citer l'UCFML qui va jusqu'au bout de ces positions : « Etre un révolutionnaire allemand exige que l'on sache d'abord ce que c'est, aujourd'hui, qu'être un allemand tout court », et pour qui « Baader a cessé d'être un révolutionnaire » parce qu'il se voulait internationaliste !

Internationalistes, il y en a bien peu qui le sont. Tous se défendent d'être « anti-allemands », mais le fait même qu'ils doivent s'en défendre est significatif ! Défendre Croissant au nom de « l'indépendance de la France », du principe de « non ingérence » et autres balivernes bourgeoises va à l'encontre d'un développement et d'une internationalisation des luttes prolétariennes.

Nous n'avons pu citer ici que quelques passages parmi les plus significatifs. Mais l'ensemble des positions prises par l'extrême gauche, placée au pied du mur, a accéléré un processus dans lequel elle était déjà engagée. Alors que les grands partis opportunistes deviennent toujours plus ouvertement des agents de la bourgeoisie, les gauchistes commencent à prendre leur place.

A la mémoire d'Andréas BAADER et de ses camarades

Le marxisme est à cent lieues de tout idéalisme culturaliste. Ce dernier s'imagine que le prolétariat se met en mouvement à la suite de son prêche moralisateur, à la suite de son œuvre d'illumination des consciences. Le marxisme au contraire voit la lutte révolutionnaire comme l'unification vivante du mouvement réel et du parti. Une telle fusion ne se réalise qu'à travers un processus long et difficile, au cours duquel les solutions intermédiaires offertes à la lutte par des courants idéalistes, spontanistes, immédiatistes, etc., sont dans l'ensemble surmontées et dépassées. C'est aussi au cours de ce processus que les éléments sains — c'est-à-dire accessibles à l'unique science de la révolution — qui avaient cru trouver dans ces solutions une réponse aux exigences réelles de la lutte contre la société bourgeoise, sont assimilés et encadrés par le mouvement prolétarien et par son organe de direction, le parti.

Le marxisme est la théorie prolétarienne parce qu'il est — et il l'a déjà prouvé historiquement, expérimentalement — la science de la lutte du prolétariat. Science de ses buts, de ses exigences et des conditions de sa victoire, c'est-à-dire de sa méthode et de ses principes. Notre petit parti s'affirme comme parti communiste parce qu'il est le seul à pouvoir redonner à la classe l'intégralité de sa doctrine et de ses principes, après un long cours historique défavorable où il a tiré, à leur lumière, le bilan historique de la dernière vague révolutionnaire et surtout de la contre-révolution, et parce qu'il agit sur ces bases solides.

Seuls des professeurs de marxisme, qui sous-estiment les effets destructeurs de la contre-révolution parce qu'ils sont impuissants à comprendre le parti comme cœur et cerveau du mouvement de classe, sont aussi incapables d'imaginer combien il faut d'efforts, d'espairs déçus et de reculs provisoires, de sacrifices et d'héroïsme pour que puisse se reconstituer le mouvement prolétarien et, inséparablement, l'unité momentanée

ment détruite entre théorie communiste et action des masses ouvrières.

Cette douloureuse remontée exige un certain niveau et une certaine continuité des luttes ouvrières qui puissent pousser des groupes de prolétaires à organiser leurs camarades. Mais il est tout à fait naturel qu'elle se manifeste d'abord par les coups de tête des couches les plus marginales de la classe ouvrière et même des couches intermédiaires, où le dispositif contre-révolutionnaire et ses amortisseurs sont moins complets et moins efficaces.

Les prémisses de la reprise de classe comportent aussi nécessairement des tentatives de groupes révolutionnaires — non exclusivement composés de prolétaires — propulsés vers l'avenir par la pression du capitalisme, à travers les fissures que les antagonismes de ce dernier provoque dans sa carapace protectrice. Ces groupes peuvent retrouver, dans leur trajectoire, certaines positions du marxisme, même s'il est fatal qu'ils ne puissent les lier entre elles par ce ciment fécond que seul peut donner une tradition de militantisme révolutionnaire.

Il est inévitable que ces tentatives se multiplient, mais aussi qu'elles apparaissent dès l'abord dans la plus extrême confusion, sous les manteaux idéologiques les plus divers. Il est inévitable qu'elles poussent à l'absurde les tendances des courants politiques existants en prenant appui sur ce qu'ils représentent des exigences réelles de la lutte. Il est inévitable qu'elles expriment le plus souvent un besoin de la lutte parmi d'autres, en l'hypertrophiant au risque de le rendre méconnaissable.

Nous savons, nous qui avons durement lutté pour défendre et préserver nos armes théoriques de classe, que seule l'action de parti peut permettre de fusionner tous ces élans. Mais c'est en revendiquant les besoins auxquels ils répondent tout en les débarrassant des aspects fantastiques sous lesquels ils se présentent généralement ; c'est en les

fondant dans une action coordonnée de classe, c'est-à-dire dans une action donnant leurs véritables proportions aux différents besoins de la lutte prolétarienne et reliée aux objectifs finaux du communisme.

Mais malheur à nous si nous ne voyions dans les premiers frémissements de la vie que le fumier sur laquelle elle apparaît ! Malheur à nous si nous ne voyions dans ces élans répétés que la caricature de la lutte qu'ils sont encore, que la « laideur » de l'embryon sans y discerner la promesse qu'il renferme ! Le mort saisit le vif, mais ce dernier tire le premier dans son mouvement, se réfugie encore sous ses traits hideux pour ruser avec un ennemi qu'il sait impitoyable. Malheur aux moralistes qui voudraient l'écraser du pied parce qu'il n'apparaît pas d'un coup dans sa forme idéale ! Ceux qui ne l'aident pas à prendre des forces ne le reconnaîtront pas quand il sera débarassé des scories de la contre-révolution.



C'est avec cet esprit anxieux que nous avons suivi la tragique épopée d'Andreas Baader et de ses camarades, qui ont participé à ce mouvement, celui de la lente accumulation des prémisses de la reprise prolétarienne, malgré toutes sortes de confusions et d'aberrations inévitables.

Nous avons sous les yeux un texte écrit par Ulrike Meinhoff et Andreas Baader en 1976, « Projet pour un autre procès », qui a paru dans *Libération* du 26-10. Il nous suffira pour faire pièce à toutes les insultes qui ont été proférées contre eux par les philistins déguisés en révolutionnaires, qui ont eu le culot de renvoyer dos à dos Schmidt et Baader sous prétexte que les « objectifs » et les « méthodes » des terroristes « ressemblaient trop » à ceux de nos exploitateurs et que les terroristes auraient « méprisé » les prolétaires.

Nous ne répondons pas ici à la première calomnie car nous l'avons fait déjà suffisamment par ailleurs en montrant comment elle est une promesse faite à la bourgeoisie de paralyser demain la lutte ouvrière. Quant à la seconde, elle vient du fait que Baader et ses camarades ont affiché cette idée que la cause de l'apathie du prolétariat d'Europe résidait dans son embourgeoisement. Il s'agit assurément chez eux d'une interprétation moraliste et idéaliste, non marxiste par conséquent, de la passivité de la classe ouvrière dans certaines périodes de l'histoire. Il n'est pas inutile de rappeler que Marx, Engels et

Lénine avaient déjà trouvé l'explication de ce phénomène pour les couches supérieures du prolétariat, l'aristocratie ouvrière, dans la participation aux miettes qui tombent des festins impérialistes. Pour ce qui est de la passivité des larges couches ouvrières, elle est le résultat d'un ensemble de facteurs au nombre desquels il ne faut pas oublier les conséquences à long terme des défaites subies dans la contre-révolution la plus terrible de l'histoire.

Personne ne pourra enlever à Baader et à ses camarades le courage d'avoir déclaré la guerre à l'impérialisme et à l'opportunisme, même si le combat était théoriquement bien trop inadapté et pratiquement bien trop inégal. Lisons quelques extraits du texte cité :

« Notre ligne est : l'ennemi principal, ce sont les USA. Donc, dans cette optique, la première ligne de démarcation, ou mieux, le front, c'est le conflit Nord-Sud, — où se déroulent les affrontements armés entre prolétariat mondial et impérialisme américain. C'est dans les métropoles que se développe la deuxième ligne de démarcation [...]. Il est nécessaire de transformer ces démarcations en un véritable front, c'est-à-dire en une confrontation politico-militaire ».

L'exigence réelle de la lutte prolétarienne que nous ne pouvons, nous marxistes, que revendiquer dans cette orientation, malgré sa vision erronée de l'impérialisme, c'est celle de porter la lutte qu'ont menée les masses de prolétaires et de paysans pauvres du tiers monde, au cœur même de l'impérialisme. Cette exigence fait même partie de ce qu'en sacrifiant à la mode, on pourrait appeler la « perspective stratégique » du communisme, qui est l'alliance dans la lutte contre l'ennemi commun du prolétariat des métropoles impérialistes et des masses exploitées des pays asservis. Or, si nous avons nous affirmé cette revendication en théorie, la coupure provisoire de la théorie et de l'action prolétarienne, réalisée par la mise en sommeil brutale de cette dernière, laissait-elle une possibilité au mouvement réel lui-même, surtout dans ses franges petites-bourgeoises, d'affirmer cette exigence autrement que sous la forme du geste héroïque mais impuissant ?

Il est presque inutile de rappeler que l'action de Baader et de ses camarades contre le dispositif logistique américain pour la guerre du Viet Nam a été un des rares gestes de solidarité pratique avec les luttes anticoloniales, une de ces rares bouffées d'oxygène dans une atmosphère étouffante. Aussi n'est-

il pas étonnant qu'il ait trouvé une formidable résonance aussi bien en Indochine qu'en Palestine, ce qu'oublie aujourd'hui dans leur condamnation honteuse des « objectifs » et des « méthodes » du terrorisme, ceux qui ont applaudi hier à ce geste — ce qui montre dans quel abîme ils sont tombés en l'espace de quelques années.

Naturellement, l'exigence de la soudure entre les luttes dans les métropoles et les luttes anti-impérialistes s'accompagne ici d'une théorie fautive, ou plutôt d'une *théorisation de la période* où le centre de gravité de la lutte sociale se trouvait dans les continents asservis, où elle suivait le cycle des révolutions nationales contre les vieilles classes et l'impérialisme. Il est sans doute juste de dire que Baader et ses camarades n'ont pas compris la capacité et le formidable potentiel de lutte que représente le prolétariat des métropoles impérialistes dont nous attendons le retour à la lutte dans la période historique ouverte par la crise mondiale, ce qui devrait déplacer de nouveau dans les métropoles le centre de la lutte révolutionnaire et permettre que les coups portés à l'impérialisme soient cette fois mortels.

La théorie de Baader-Meinhoff se fait bien l'écho d'un retour à la lutte du prolétariat des métropoles et, en tout cas, de son urgence, mais en transférant cette exigence sur le plan idéaliste de l'action héroïque, qui se substitue non seulement aux forces objectives qui peuvent conduire à ce retour, mais également au facteur subjectif, le parti, qui seul peut guider ces forces objectives vers la destruction de la société bourgeoise.

C'est dans cette incompréhension de la dialectique profonde de l'histoire, qui leur a fait également voir la concentration de l'Etat bourgeois et l'internationalisation de la répression (qu'ils appellent le « nouveau fascisme ») sans contradiction où pourrait jouer la lutte révolutionnaire, qu'il faut chercher l'espoir insensé de réveiller de sa torpeur le prolétariat (car il s'agit bien de lui), par l'action exemplaire, ce qui est de l'idéalisme de la plus belle eau. Voici un autre extrait significatif :

« Le moment central qu'il s'agit de mettre en évidence, c'est qu'à partir du moment où on a déterminé la réaction comme processus

organisé et projet sur le plan international, la stratégie révolutionnaire doit être internationaliste. Ainsi donc, si l'on a pu dire que l'analyse politico-économique de la situation d'aujourd'hui coïncide avec le schéma conceptuel marxiste, cela signifie concrètement que la stratégie du Manifeste : « Proletaires de tous les pays, unissez-vous ! », a retrouvé un nouveau ferment sur le plan de l'organisation dans la guérilla qui anticipe sur la reconstruction internationale de la politique prolétarienne. La forme d'organisation de l'internationalisme prolétarien dans les centres du capital sera la guérilla dans les métropoles ».

C'est ainsi que les exigences ressenties, bien que dans une forme idéaliste et moraliste, de l'internationalisme et de la nécessité de la violence contre l'impérialisme, se traduisent dans la théorie tout à fait classique du terrorisme excitatif qui remplace le parti par l'organisation de la lutte armée. Le parti communiste véritable ne pourra intégrer les poussées du mouvement réel qu'en revendiquant — et non en condamnant — ces exigences et en montrant qu'on ne peut y répondre de façon conséquente et appropriée qu'en construisant le parti qui pourra utiliser la violence et le terrorisme dans une action collective et internationale de classe. Et il ne pourra le faire qu'en combattant tous les romantismes et tous les idéalismes, spontanéistes ou terroristes.

La lutte prolétarienne devra connaître d'autres martyrs au cours de sa longue et difficile remontée du précipice où l'a projeté la contre-révolution. Mais elle renâtra, si elle sait tirer les leçons des sacrifices de ceux qui sont tombés en cherchant à retrouver la voie du communisme. C'est parce qu'ils sont morts ainsi, — honte aux adorateurs de la révolution propre, belle et aseptisée ! —, que Baader et ses camarades, se sont mis de notre côté de la barricade dans la lutte contre le capitalisme. Et peut-être, quand la classe aura retrouvé sa mémoire collective, y entreront-ils parmi les figures de ceux qui ont contribué à faire revenir le flambeau de la lutte révolutionnaire dans les vieilles métropoles dont l'histoire, pendant cinquante ans, s'était arrêtée de marcher.

(Extrait de notre texte "Force, violence et dictature dans la lutte de classe", écrit en 1947)

Au cours d'un siècle environ, la méthode de la lutte de classe a été acceptée en paroles par tant de mouvements et d'écoles différents que les interprétations les plus divergentes se sont heurtées dans de violentes polémiques, reflets des événements et des tournants de l'histoire du capitalisme et des antagonismes qu'il suscite.

La polémique fut clarifiée de façon désormais classique au cours de la première guerre mondiale et de la révolution russe : Lénine, Trotsky, les groupes de gauche rassemblés plus tard dans l'Internationale de Moscou formulèrent de façon que l'on doit considérer comme définitive dans le domaine théorique et programmatique les questions de la force, de la violence, de la conquête du pouvoir, de l'Etat, de la dictature.

Du côté opposé, on assistait aux innombrables déformations de l'opportunisme social-démocrate. Il n'est pas nécessaire de rappeler ici leur réfutation, mais utile pourtant de souligner quelques points qui nous serviront à faire comprendre les conceptions qui nous distinguent. Par ailleurs, beaucoup de ces fausses positions, battues alors en brèche et qui semblaient devoir disparaître pour toujours, reparaissent au contraire sous des formes presque identiques dans la situation actuelle du mouvement ouvrier.

Le révisionnisme prétendait démontrer que toutes les perspectives de heurt révolutionnaire entre la classe ouvrière et les défenses du pouvoir bourgeois, constituaient une partie caduque du système marxiste. Falsifiant et exploitant les textes, une préface et une lettre fameuse d'Engels, il affirmait d'une part que toute perspective de victoire d'une insurrection armée était exclue, étant donné les progrès de la technique militaire, et d'autre part que le progrès des syndicats ouvriers et des partis parlementaires permettait de prévoir une arrivée prochaine au pouvoir par des moyens légaux et sans effusion de sang.

Il voulait répandre dans la classe ouvrière la conviction qu'on ne pouvait pas abattre par la force le pouvoir de la classe capitaliste, mais qu'on pouvait, par contre, réaliser le socialisme après avoir conquis le pouvoir exécutif de l'Etat en obtenant la majorité dans les institutions représentatives.

Les marxistes de gauche se virent accusés de pratiquer le culte de la violence, de l'élever du rang de moyen à celui de fin, de la revendiquer par sadisme même là où l'on pouvait s'en passer et rejoindre le même but par des voies pacifiques. Mais les événements historiques furent si éloquents

qu'ils dévoilèrent vite le véritable contenu de cette polémique, qui n'était pas tellement une mystique de la *non-violence* qu'une apologie de l'ordre bourgeois.

La révolution armée ayant triomphé à Léninegrad des résistances de l'organisation tsariste et de la classe bourgeoise russe, le révisionnisme passa de l'argument qu'on ne pouvait pas conquérir le pouvoir par les armes à celui qu'on ne le devait pas, même le pouvant. Cette position se greffait sur un humanitarisme générique, un pacifisme social stupide qui répudiait bien la violence de la révolution ouvrière luttant pour sa victoire, mais ne reniait pas celle dont la bourgeoisie avait usé dans ses révolutions historiques, même dans ses manifestations terroristes extrêmes. En outre, dans toutes les controverses, dans des situations décisives pour le mouvement socialiste, la droite tout en s'opposant à l'action directe, admettait que pour d'autres buts elle aurait accepté le recours à l'insurrection. Par exemple, les socialistes réformistes italiens s'opposèrent, en mai 1915, à la proposition de grève générale au moment de la mobilisation avec des arguments idéologiques et politiques et non seulement d'appréciation tactique du rapport des forces, mais ils admirent que dans le cas d'une intervention militaire aux côtés de l'Autriche et de l'Allemagne, ils auraient appelé le peuple à l'insurrection...

De même les théoriciens de l'« utilisation » des moyens légaux et démocratiques sont prêts à reconnaître légitime et nécessaire la violence populaire lorsque d'en haut on tente d'abolir les garanties constitutionnelles. Comment s'explique qu'alors le progrès des moyens militaires aux mains de l'Etat ne soit plus un obstacle insurmontable ? Comment peut-on prévoir que dans le cas d'une conquête pacifique de la majorité, la classe au pouvoir ne ferait pas usage de ces moyens pour le conserver ? Comment le prolétariat peut-il utiliser dans toutes ces situations une violence décriée et condamnée comme moyen de classe ? C'est ce que les sociaux-démocrates ne peuvent expliquer sous peine de confesser qu'ils sont purement et simplement les complices de la conservation bourgeoise.

En fait un système de mots d'ordre tactiques comme le leur ne peut se concilier qu'avec une apologie nettement antimarxiste de la civilisation bourgeoise : c'est d'ailleurs bien cela qui constitue le fond de la politique des partis nés sur le tronc difforme de l'anti-fascisme.

Leur thèse est que le dernier recours historique à la violence et à la guerre civile est celui qui a permis à l'ordre bourgeois de s'instaurer sur les ruines des vieux régimes féodaux et despotiques. Une ère de luttes civiles et pacifiques se serait au contraire ouverte avec la conquête des libertés politiques, permettant de conquérir toutes les autres, et même l'égalité économique et sociale, sans heurts et sans effusion de sang.

Le mouvement historique du prolétariat moderne et le socialisme ne se présentent plus, dans ces ignobles falsifications, comme la lutte la plus radicale de l'histoire, comme l'anéantissement complet de tout un monde, de son organisation économique comme de ses institutions juridiques et politiques et de ses idéologies encore imprégnées des mensonges transmis par les formes précédentes d'oppression et qui aujourd'hui encore empoisonnent l'air que nous respirons.

Le socialisme se réduit pour le révisionnisme à un mélange stupide et d'ailleurs hésitant de prétendues conquêtes juridiques et constitutionnelles, dont le capitalisme aurait enrichi et illuminé la société, et de vagues postulats sociaux que l'on pourrait greffer et transplanter sur le tronc du système bourgeois.

La formidable perspective antagonique de Marx, qui mesurait dans le sous-sol social les pressions croissantes et irrésistibles qui devront faire sauter l'enveloppe des formes bourgeoises de production comme les cataclysmes géologiques crevassent la croûte terrestre, est remplacée par les méprisables mensonges d'un Roosevelt qui introduit dans l'énumération poussive des libertés bourgeoises celle de la peur et du besoin, ou d'un Pacelli qui, ayant béni le maintien du principe éternel de la propriété dans le capitalisme moderne, fait semblant de pleurer sur l'abîme qui sépare l'indigence de la multitude et la monstrueuse accumulation des richesses.

Restaurant la doctrine révolutionnaire, Lénine remet au point la question de l'Etat en le définissant comme une machine dont une classe se sert pour opprimer les autres, et cette définition vaut pleinement et surtout pour l'Etat bourgeois moderne, démocratique et parlementaire.

De cette polémique historique, il résulte surtout que la classe ouvrière ne peut pénétrer dans cette machine ni l'utiliser pour ses propres buts, mais qu'elle doit la briser et la mettre en pièces, et non la conquérir.

La lutte prolétarienne n'est pas une lutte à l'intérieur de l'Etat et de ses organismes, mais une lutte extérieure à l'Etat, contre l'Etat, contre toutes ses manifestations et toutes ses formes.

La lutte prolétarienne ne se propose pas de s'emparer de l'Etat ou de le conquérir comme une armée peut le faire pour une place forte mais de le détruire en rasant ses défenses et ses fortifications.

Une forme d'Etat politique est cependant nécessaire après cette destruction. C'est la forme nouvelle de l'organisation du pouvoir de classe du prolétariat placé devant la nécessité de diriger l'emploi de la violence pour extirper les privilèges du capital et organiser sous des formes nouvelles, non privées, non mercantiles, les forces de production affranchies du joug capitaliste.

Il est juste de parler de *conquête du pouvoir*, pourvu qu'on l'entende comme une conquête non pas légale et pacifique, mais violente, armée, révolutionnaire. Il est également correct de parler de passage du pouvoir des mains de la bourgeoisie à celles du prolétariat, justement parce que notre doctrine appelle *pouvoir* non l'autorité et la loi appuyées sur les pesantes traditions du passé, mais la dynamique de la force et de la violence dirigées vers l'avenir et emportant les digues et les obstacles des institutions. Il ne serait pas exact de parler de la *conquête de l'Etat* ou du *passage de l'Etat* de la direction d'une classe à celle d'une autre, parce que c'est justement une condition de la victoire de la classe jusque là dominée que l'Etat de l'autre classe périclisse et soit détruit. Transgresser ce point essentiel du marxisme ; faire sur lui la moindre concession, en prétendant par exemple que le passage du pouvoir au prolétariat puisse

s'encadrer dans un événement parlementaire même accompagné de combats de rues et d'une guerre extérieure, conduit directement au pire conservatisme. En effet, cela revient à admettre que l'appareil d'Etat est une forme ouverte à des contenus sociaux opposés, donc qu'il est au-dessus des classes et de leur lutte historique et cela mène à un respect craintif de la légalité et à l'apologie vulgaire de l'ordre constitué.

Il ne s'agit pas seulement d'une erreur d'appréciation scientifique, mais d'une réelle dégénérescence qui s'est déroulée sous nos yeux lorsque les partis ex-communistes, ayant tourné le dos aux thèses de Lénine, en arrivèrent à une coalition avec les traîtres sociaux-démocrates, au "gouvernement ouvrier", au gouvernement démocratique en collaboration avec la bourgeoisie et à son service.

Avec la thèse lumineuse de la destruction de l'Etat, Lénine rétablit celle de l'Etat prolétarien, non agréée par les anarchistes, qui tout en ayant le mérite de proposer la première se figurent, sitôt détruit l'Etat bourgeois, pouvoir se passer de toute forme de pouvoir organisé et donc d'un Etat politique, c'est-à-dire d'un système de violence sociale. Mais comme la transformation de l'économie privée en économie socialiste ne peut pas être immédiate, la suppression de la classe non-travailleuse ne peut pas l'être non plus et on ne peut la réaliser en supprimant physiquement ses membres. Pour la période, qui n'est pas si brève, pendant laquelle les formes capitalistes persistent bien que subissant une réduction incessante, l'Etat révolutionnaire organisé doit fonctionner, ce qui signifie, comme Lénine eut la franchise de le dire, avoir des soldats, des forces de police et des prisons.

Avec la réduction progressive du domaine de l'économie privée, se réduit celui où il est nécessaire d'appliquer la contrainte politique et l'Etat tend à disparaître progressivement.

Les points rappelés ici schématiquement suffisent à démontrer comment, non seulement une magnifique campagne polémique ridiculisa et pulvérisa les contradicteurs, mais surtout comment le plus grand événement de la lutte de classe rendit toute leur clarté aux thèses classiques de Marx et Engels dans le Manifeste Communiste, et aux conclusions qu'ils tirèrent de la défaite de la Commune, c'est-à-dire : la conquête du pouvoir politique, la dictature du prolétariat, l'intervention despotique de l'Etat dans les rapports bourgeois de production et finalement son dépérissement. Mais il semble qu'on ne soit plus en droit de parler d'une confirmation historique de cette géniale position théorique lorsqu'on en arrive à cette phase ultime à laquelle nous n'avons pas encore assisté — ni en Russie, ni ailleurs — celle du dépérissement, de la dissolution ("Aufloesung" chez Engels) de l'Etat. La question est importante et difficile, étant donné que pour la dialectique ce n'est pas une succession plus ou moins brillante de phrases écrites ou orales qui peut rien démontrer avec certitude, les conclusions ne pouvant être fondées que sur les faits.

Sous tous les climats, les Etats bourgeois sont, quelle que soit leur idéologie officielle, en train de se gonfler de façon effrayante sous nos

yeux, et l'unique Etat (1) qu'une propagande puissante présente comme prolétarien augmente au-delà de toutes limites son organisation et ses fonctions bureaucratiques, judiciaires, policières et militaires. Il ne faut donc pas s'étonner si la prévision d'une élimination de l'Etat une fois remplie sa tâche décisive dans la lutte des classes, est accueillie par un scepticisme général.

L'opinion vulgaire semble nous dire : « Vous pouvez toujours attendre, vous théoriciens et réalisateurs de dictatures, même rouges ! L'Etat, comme une tumeur dans le corps de la société se gardera bien de régresser, il en envahira tous les tissus et tous les replis jusqu'à l'étouffer ! » C'est de cette appréciation courante que tirent courage toutes les idéologies individualistes, libérales, anarchistes et enfin ces espèces hybrides et informes qui hésitent entre la méthode de classe et celle du libéralisme, et qui nous proposent des socialismes basés sur rien de moins que la personnalité et la plénitude de ses manifestations.

Il est bien connu que même les faibles groupes qui, dans le camp communiste, ont réagi à la dégénérescence opportuniste des partis de l'Internationale dissoute par Moscou, hésitent sur ce point ; préoccupés de lutter contre la centralisation étouffante de la bureaucratie stalinienne, ils sont conduits à mettre en doute les positions de principe du marxisme rétablies par Lénine et ils croient manifestement que celui-ci — et avec lui tous les révolutionnaires de la glorieuse période de 17-20 — a péché par idolâtrie de l'Etat.

Il faut ici affirmer clairement et énergiquement que le courant de la gauche italienne auquel cette revue se rattache, n'a pas en la matière la moindre hésitation, ni le moindre repentir et qu'elle repousse toute révision du principe fondamental de Marx et de Lénine selon lequel la révolution, de même qu'elle est un processus violent par excellence, est au suprême degré un fait autoritaire totalitaire et centralisateur.

La condamnation de l'orientation stalinienne ne se fonde pas sur l'accusation abstraite, scolastique et "constitutionnaliste" selon laquelle celle-ci aurait péché par abus de bureaucratisme, de dirigisme et de despotisme ; elle part d'appréciations bien différentes, qui concernent le développement économique, social et politique de la Russie et du monde dont le gonflement monstrueux de l'Etat n'est pas la cause calamiteuse mais l'inévitable conséquence.

L'hésitation à accepter et à défendre ouvertement la dictature provient de considérations morales, stupides et vagues, sur le prétendu droit de l'individu ou du groupe à ne pas être soumis à une force plus vaste ; mais elle découle aussi de la distinction — sans aucun doute essentielle — entre le concept de dictature d'une classe contre une autre et celui des rapports d'organisation et de pouvoirs au sein de la classe ouvrière victorieuse qui constituent l'Etat révolutionnaire.

C'est là qu'une fois rétablies dans leurs termes corrects les données fondamentales, nous voulions en arriver. Cette étude ne prétend certes

(1) Nous rappelons que ce texte a été rédigé en 1947.

pas épuiser la question (seule l'Histoire y parviendra, comme elle l'a fait, selon nous, en ce qui concerne la nécessité de la violence dans la conquête du pouvoir), mais la tâche du parti, dans son activité théorique et dans sa pratique militante est d'éviter qu'on en cherche la solution en se servant sans y prendre garde d'arguments dictés ou influencés par les idéologies ennemies et donc par des intérêts de classe opposés.

La dictature est l'aspect second et dialectique de la force révolutionnaire. Dans la première phase de la conquête du pouvoir, celle-ci agit d'en bas et rassemble mille efforts dans la tentative de briser la forme d'Etat constituée. Après la victoire, cette même force de classe continue à agir dans le sens inverse, c'est-à-dire d'en haut, par l'exercice du pouvoir confié à un organisme d'Etat reconstitué en tout ou en partie et encore plus robuste, plus décidé et s'il le faut, plus impitoyable et terroriste que le précédent.

Les protestations contre la revendication de la dictature — que les représentants du régime de fer de Moscou eux-mêmes dissimulent hypocritement aujourd'hui — les cris d'alarme contre la prétendue impossibilité de freiner l'appétit de pouvoir et donc de privilèges matériels dans le personnel bureaucratique cristallisé en nouvelle classe ou caste dominante, tout cela se concilie parfaitement avec la position inférieure et métaphysique de ceux qui traitent de la société et de l'Etat comme d'entités abstraites et ne savent pas trouver les clés du problème dans une recherche concernant les faits de la production et les transformations qui naissent des heurts entre les classes.

Il est donc banal de confondre la dictature que nous, marxistes, nous réclamons et le concept vulgaire de tyrannie, de despotisme et d'autocratie. On confond ainsi la dictature du prolétariat avec le pouvoir personnel et on met au pilori Lénine tout comme Hitler, Mussolini ou Staline en partant des mêmes stupidités.

Rappelons que l'analyse marxiste méconnaît complètement l'affirmation selon laquelle les Etats agiraient sous l'action de la volonté des Duci contemporains. Ceux-ci ne sont que des symboles connus, des pièces mues sur l'échiquier de l'histoire par des forces auxquelles ils ne peuvent se soustraire.

Par ailleurs, nous avons établi bien des fois que les idéologues bourgeois n'ont pas le droit de se scandaliser d'un Franco, d'un Tito et des méthodes énergiques des Etats dont ils sont les chefs, alors qu'ils ne se refusent pas à faire l'apologie de la dictature et de la terreur auxquelles la bourgeoisie a recouru justement après avoir pris le pouvoir. C'est ainsi qu'aucun historien bien-pensant ne classe Giuseppe Garibaldi, dictateur de Naples en 1860, parmi les criminels politiques, mais l'exalte à contraire comme un pur champion de l'humanité.

La dictature du prolétariat ne se manifeste donc pas dans le pouvoir d'un homme, même doué de qualités personnelles exceptionnelles. A-t-elle donc alors pour sujet opérant un parti politique, agissant au nom et pour le compte de la classe ouvrière ? A cette question, aujourd'hui comme il y a trente ans, la réponse inconditionnelle de notre courant est : *Oui*.

Puisqu'on ne peut nier que les partis qui prétendent représenter la classe ouvrière aient subi des crises profondes, qu'ils se soient divisés et dédoublés de façon répétée, on nous demandera, devant une réponse aussi tranchée, si l'on peut établir, et selon quel critère, quel parti possède cette prérogative révolutionnaire. Ceci nous amène à la question du rapport qui relie la base large de la classe à l'organisme plus restreint et bien défini qu'est le parti.

En répondant sur ce point, on ne perdra pas de vue le caractère distinctif de la dictature qui, comme toujours dans notre méthode, et tant que ses aspects positifs ne se sont pas révélés dans l'histoire concrète, se définit dans son aspect négatif.

Est dictature le régime dans lequel la classe battue, bien qu'existant physiquement et constituant du point de vue statistique une partie notable de la société *est tenue par la force en dehors de l'Etat*, et par ailleurs mise dans l'impossibilité de tenter la reconquête du pouvoir par l'interdiction qui lui est faite de s'associer, de faire de la propagande et de disposer d'une presse.

Qui la maintiendra dans cet état de sujétion, il n'est pas nécessaire de le définir au départ, c'est le déroulement même la lutte historique qui l'enseignera.

Pourvu que la classe que nous combattons soit réduite à cet état d'infériorité sociale et subisse cette mort civile avant de disparaître dans les statistiques, nous admettons provisoirement que le sujet opérant puisse être ou toute la majorité sociale victorieuse (*hypothèse absolue et irréalisable*), ou une partie de celle-ci, ou un solide groupe d'avant-garde (*même numériquement minoritaire*) ou enfin, pendant une brève crise, jusqu'à un seul homme (autre hypothèse extrême, qui s'est presque réalisée dans un seul exemple historique, celui de Lénine qui, en avril 1917, découvre dans les événements les nouvelles lignes de l'histoire du parti seul contre tout le Comité central et les vieux bolcheviks, découvre dans les événements les nouvelles lignes de l'histoire du parti et de la révolution, et les grave dans ses thèses, tout comme en novembre il fait disperser l'Assemblée Constituante par les fusillers rouges).

La méthode marxiste n'étant ni révélée, ni prophétique, ni scolastique, elle consiste avant tout à définir le sens dans lequel agissent les forces historiques en établissant leurs rapports et leurs oppositions. Recherche théorique et lutte pratique allant de pair, elle détermine le caractère des phénomènes et la configuration des moyens.

La Commune de Paris confirma que la force prolétarienne doit briser le vieil Etat et non le pénétrer, que le moyen à employer devait être l'insurrection et non la légalité.

La défaite même de la classe ouvrière dans cet épisode de sa lutte et la victoire d'octobre à Léningrad démontrèrent qu'il faut organiser une nouvelle forme d'Etat armé dont le « Secret » réside en ceci : interdire la survivance politique aux membres de la classe battue et à ses différents partis.

BROCHURES "LE PROLETAIRE"

- 1 - Solidarité de classe avec les prolétaires chiliens (2 F)
- 2 - Solidarité de classe avec les prolétaires sous l'uniforme (2 F)
- 3 - Solidarité de classe avec les prolétaires immigrés (3 F)
- 4 - Pour l'unité des exploités du Maghreb ! (2 F)
- 5 - Question féminine et lutte de classe (3 F)
- 6 - Qu'est-ce que le socialisme ? (Socialisme scientifique contre "Socialisme national" algérien) (4 F)
- 7 - La grève des nettoyeurs du métro (Leçons et bilan) (4 F)

BON DE COMMANDE

à retourner aux
EDITIONS PROGRAMME
20, rue Jean-Bouton
75012 PARIS - FRANCE

- Veuillez me faire parvenir:
 - les numéros suivants de la revue "Programme Communiste":
 - les publications suivantes:
 - un abonnement d'un an à (spécifier si pli fermé)
- Ci-joint en paiement un chèque de:
- Nom et adresse: (en capitales SVP)

à l'ordre de F. Gambini

AUX EDITIONS « PROGRAMME COMMUNISTE »

EN LANGUE FRANÇAISE

- La question parlementaire dans l'Internationale Communiste, 60 pages .. 4,00 F
- Revue « Programme Communiste »:
 - N^{os} 1 à 42 épuisés
 - N^{os} 47, 50, 56, 61 4,00 F
 - N^{os} doubles: 43-44, 48-49, 51-52, 55 7,00 F
 - N^o 58 (192 pages) 10,00 F
 - N^{os} 59, 60, 62, 63 5,00 F
 - N^{os} 64, 65 6,00 F
 - N^{os} 66, 67, 68 8,00 F
- Journal « Le Proletaire » - Collections reliées:
 - Volume III: du n^o 118 au n^o 163 (années 1972-73) 40,00 F
 - Volume IV: du n^o 164 au n^o 210 (années 1974-75) 40,00 F
- Série: « Les textes du Parti Communiste International »:
 1. Communisme et fascisme, 158 pages 8,00 F
 2. Parti et classe, 112 pages 8,00 F
 4. Eléments d'orientation marxiste - Les trois phases du capitalisme - Guerres et crises opportunistes, 58 pages en réimpression
 5. La « Maladie infantile », condamnation des futurs renégats. Sur la brochure de Lénine « La maladie infantile du communisme » 100 pages 7,00 F
 6. Force, violence, dictature dans la lutte de classes, 60 pages 4,00 F
 7. Défense de la continuité du programme communiste, 224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours 15,00 F

EN LANGUE ITALIENNE

- Storia della Sinistra comunista - Vol. 1 - 1912-1919: dalle origini, attraverso il primo conflitto imperialistico, all'immediato dopoguerra, 423 pages 30,00 F
- Storia della Sinistra comunista - Vol. 2 - 1919-1920: dal congresso di Bologna del PSI al secondo congresso dell'Internazionale Comunista, 740 pages 40,00 F
- Struttura economica e sociale della Russia d'oggi, 752 pages 45,00 F
- Série: « I testi del partito comunista internazionale »:
 1. Tracciato d'impostazione — I fondamenti del comunismo rivoluzionario, 62 pages 7,00 F
 2. In difesa della continuità del programma comunista, 200 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours 12,00 F
 3. Elementi dell'economia marxista - Sul metodo dialettico - Comunismo e conoscenza umana, 125 pages 12,00 F
 4. Partito e classe, 137 pages 15,00 F
 5. « L'estremismo malattia infantile del comunismo » condanna dei futuri rinnegati, 123 pages 12,00 F
 6. Per l'organica sistemazione dei principi comunisti, 198 pages 10,00 F

EN LANGUE ALLEMANDE

- 1. Die Frage der revolutionären Partei, 56 pages 4,00 F
- 2. Revolution und Konterrevolution in Russland, 88 pages 6,00 F
- 3. Der Kampf gegen den alten und den heutigen Revisionismus, 76 pages 8,00 F
- 4. Die Grundlagen des revolutionären Kommunismus, 88 pages 8,00 F
- 5. Was heisst es, den Marxismus zu verteidigen?, 132 pages 10,00 F
- 6. Gewalt und Diktatur im Klassenkampf, 74 pages 8,00 F

EN LANGUE ANGLAISE

- Série: « The Texts of the International Communist Party »:
 1. The Fundamentals of Revolutionary Communism 4,00 F
 2. Party and Class 5,00 F

EN LANGUE ESPAGNOLE

- Série: « Los textos del partido comunista internacional »:
 1. Los fundamentos del comunismo revolucionario 4,00 F
 2. Fuerza violencia dictadura en la lucha de clase 4,00 F
 3. Partido y clase 8,00 F

EN LANGUE PORTUGAISE

- As lutas de classe em Portugal de 25 de Abril a 25 de Novembro 5,00 F
- Série: « Os textos do partido comunista internacional »:
 1. Teses características do partido: bases de adesão 3,00 F
 2. Lições das contra-revoluções 3,00 F
 3. Os fundamentos do comunismo revolucionário 5,00 F

Commandes: Editions Programme Communiste, 20, rue Jean-Bouton, Paris-12^e
Paiement par chèque ou mandat à l'ordre de F. Gambini, ou virement au
C.C.P. 2202-22 L. Marseille (F. Gambini).
Envois: nous prenons à notre charge l'envoi en paquet non clos, au tarif « périodiques ». Pour les envois sous pli fermé, le spécifier expressément à la commande
et ajouter 20 % pour frais d'envol.